EMPIRE CHÉRIFIEN
PROTECTORAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC

Bulletin Officiel

Abonnements :

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an ..	450 fr.	900 fr.
	6 mois ..	250 "	450 "
France et Colonies	Un an ..	550 "	1.000 "
	6 mois ..	300 "	550 "
Étranger	Un an ..	800 "	1.300 "
	6 mois ..	400 "	750 "

Changement d'adresse : 10 francs

LE «BULLETIN OFFICIEL» PARAIT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc. ;
- 2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.)

Seule l'édition partielle est vendue séparément

Les abonnements sont reçus à l'Imprimerie Officielle, avenue Jean-Mormoz, à Rabat.

Tous règlements doivent être effectués à l'adresse du Régisseur-comptable de l'Imprimerie Officielle (compte chèques postaux n° 101-10, à Rabat).

AVIS. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif. Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Prix du numéro :

Édition partielle	12 fr.
Édition complète	18 fr.
Années antérieures :	
Prix ci-dessus majorés de 50 %.	

Prix des annonces :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires	} La ligne de 27 lettres : - 40 francs
(Arrêté résidentiel du 24 décembre 1947)	

Pour la publicité-réclame commerciale et industrielle, s'adresser à l'agence Havas, 3, avenue Dar-el-Makhzen, à Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au " Bulletin Officiel " du Protectorat

SOMMAIRE

TEXTES GÉNÉRAUX

	Pages
Contrôle des films cinématographiques.	
Dahir du 14 octobre 1947 (28 kuada 1366) complétant le dahir du 7 novembre 1940 (6 chaoual 1359) relatif au contrôle des films cinématographiques	87
Sociétés de capitaux.	
Dahir du 22 novembre 1947 (8 moharrem 1367) complétant le dahir du 11 août 1922 (17 hija 1340) relatif aux sociétés de capitaux	87
Dahir du 23 novembre 1947 (9 moharrem 1367) complétant le dahir du 13 février 1922 (15 jourmada II 1340) ayant pour objet la réglementation et le contrôle du crédit aux sociétés coopératives de consommation	88
Propriété industrielle. — Arrangement de Neuchâtel du 8 février 1947.	
Dahir du 24 novembre 1947 (10 moharrem 1367) rendant exécutoire l'arrangement de Neuchâtel du 8 février 1947 concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale	88
Arrangement concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale	88
Ordre du Mérite militaire chérifien.	
Dahir du 17 décembre 1947 (4 safar 1367) modifiant le dahir du 18 octobre 1930 (24 jourmada I 1349) réglementant l'affectation d'une pension viagère de 100 francs à la décoration de l'ordre du Mérite militaire chérifien ..	89
Office de la famille française.	
Dahir du 30 décembre 1947 (17 safar 1367) complétant le dahir du 26 mars 1941 (26 safar 1360) instituant l'Office de la famille française	89
Contrôle médical des activités sportives.	
Dahir du 30 décembre 1947 (17 safar 1367) organisant le contrôle médical des activités sportives	90

Arrêté du secrétaire général du Protectorat déterminant les modalités d'application du dahir organisant le contrôle médical des activités sportives	90
Propriété commerciale.	
Dahir du 17 janvier 1948 (5 rebia I 1367) réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal	90
Dahir du 17 janvier 1948 (5 rebia I 1367) instituant la liberté du prix des loyers des immeubles et locaux à usage commercial, industriel ou artisanal	94
Mandats télégraphiques Maroc-territoire français d'outre-mer.	
Arrêté viziriel du 5 janvier 1948 (23 safar 1367) portant élévation du montant maximum des mandats télégraphiques dans les relations entre le Maroc, d'une part, et les colonies françaises, d'autre part	94
Prix de vente des sciages de pin maritime de la région de Fès.	
Arrêté du secrétaire général du Protectorat fixant le prix de vente maximum des sciages de pin maritime provenant de la région de Fès	94
Prix de vente des lubrifiants importés.	
Arrêté du secrétaire général du Protectorat fixant le mode de calcul des prix de vente des lubrifiants importés ..	95
Importations.	
Arrêté du directeur des finances, du directeur des travaux publics, du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts, du directeur de la production industrielle et des mines et du directeur de la santé publique et de la famille modifiant l'arrêté interdirectionnel du 15 janvier 1946 concernant l'importation de certaines marchandises en zone française du Maroc	96
Epizooties. — Redevances.	
Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts modifiant l'arrêté du directeur général de l'agriculture du 27 mars 1934 fixant le tarif des redevances à acquitter pour frais de travaux de laboratoire ou de détermination de mortalité à la suite des traitements effec-	

tués par le service de la défense des végétaux, et déterminant les conditions selon lesquelles les échantillons doivent être prélevés 96

Office marocain du tourisme. — Composition du conseil d'administration (Rectificatif).

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1837, du 9 janvier 1948, page 18 96

TEXTES PARTICULIERS

Casablanca. — Construction d'une caserne de sapeurs-pompiers.

Arrêté viziriel du 17 décembre 1947 (4 safar 1367) déclarant d'utilité publique et urgente la construction d'une caserne de sapeurs-pompiers à l'angle de la rue du Chevalier-Bayard et de la route de Camp-Boulhaut (quartier de la Gare), à Casablanca, et frappant d'expropriation les terrains nécessaires à cet effet 96

Tarhazout. — Création d'un terrain de sports.

Arrêté viziriel du 31 décembre 1947 (18 safar 1367) déclarant d'utilité publique et urgente la création d'un terrain de sports, à Tarhazout (Mogador), et frappant d'expropriation le terrain nécessaire à cet effet 96

Erfoud, Rissani (Tafilalt). — Délimitation d'immeubles domaniaux.

Arrêté viziriel du 31 décembre 1947 (18 safar 1367) ordonnant la délimitation de deux immeubles domaniaux d'Erfoud (Tafilalt) 97

Arrêté viziriel du 31 décembre 1947 (18 safar 1367) ordonnant la délimitation de deux immeubles domaniaux de Rissani (Tafilalt) 97

Route de Meknès-Tafilalt. — Construction d'une rectification.

Arrêté viziriel du 10 janvier 1948 (28 safar 1367) déclarant d'utilité publique et urgente la construction de la rectification dite « Tizi-Oudal », entre les P.K. 85 + 895,42 et 86 + 921 de la route n° 21, de Meknès au Tafilalt, et frappant d'expropriation la parcelle de terrain nécessaire à cet effet 97

Beni-Snassèn. — Irrigation de la plaine des Triffa.

Arrêté viziriel du 10 janvier 1948 (28 safar 1367) déclarant d'utilité publique et urgente la construction du canal principal, des ouvrages de dérivation et de la branche supérieure, alimentée par pompage dans ledit canal, en vue de l'irrigation de la plaine des Triffa 97

Mechra-Bel-Ksiri. — Extension du périmètre urbain.

Arrêté viziriel du 17 janvier 1948 (5 rebia I 1367) portant extension du périmètre urbain de Mechra-Bel-Ksiri et de sa zone périphérique 97

Conseil supérieur de la pharmacie.

Arrêté résidentiel relatif à la composition du conseil supérieur de la pharmacie 97

Ordre des architectes. — Exercice de la profession.

Décision du secrétaire général du Protectorat autorisant un architecte à exercer la profession 97

Décembre 1947. — Remboursement des emballages de sardines.

Arrêté du directeur des finances fixant les taux moyens de remboursement applicables, du 8 au 31 décembre 1947, aux huiles et emballages utilisés pour la fabrication, au Maroc, des conserves de sardines 98

Azilal. — Etablissement d'un dépôt d'explosifs.

Arrêté du directeur des travaux publics autorisant l'Entreprise Fougerolle pour travaux publics à établir un dépôt d'explosifs 98

S. I. P. d'Erfoud, Goulmima, Ksar-es-Souk, Boudenib et Kasba-Tadla—Boujad. — Conseils d'administration 1948-1949.

Désignation des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'Erfoud 99

Désignation des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Goulmima 99

Désignation des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Ksar-es-Souk 99

Désignation des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Boudenib 99

Désignation des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Kasba-Tadla—Boujad 99

Commandement d'Agadir-confins. — Organisation territoriale et administrative (Rectificatif).

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1831, du 28 novembre 1947, page 1224 99

Droits miniers.

Liste des permis de recherche rayés pour renonciation, non-paiement de redevances, fin de validité 100

Liste des permis de prospection rayés pour renonciation, non-paiement de redevances, fin de validité 100

Liste des permis de recherche accordés pendant le mois de décembre 1947 100

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES COMMUNS

Arrêté viziriel du 26 janvier 1948 (14 rebia I 1367) modifiant l'arrêté viziriel du 20 septembre 1931 (7 jourmada I 1350) réglementant les indemnités pour frais de déplacement et de mission des fonctionnaires en service dans la zone française de l'Empire chérifien 101

TEXTES PARTICULIERS

Secrétariat général du Protectorat.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat modifiant l'arrêté du 1^{er} octobre 1945 fixant les modalités d'incorporation de certains agents dans les cadres du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat 101

Direction de l'intérieur.

Arrêté viziriel du 25 janvier 1948 (13 rebia I 1367) fixant le nouveau régime des indemnités applicables à certains fonctionnaires et agents des municipalités pour l'utilisation, dans l'intérêt du service, de leur véhicule automobile personnel 102

Arrêté viziriel du 26 janvier 1948 (14 rebia I 1367) fixant les conditions dans lesquelles les municipalités sont autorisées à consentir à certains fonctionnaires des municipalités une avance de fonds pour l'acquisition d'un véhicule automobile 102

Arrêté viziriel du 14 janvier 1948 (2 rebia I 1367) complétant les dispositions de l'article 31 de l'arrêté viziriel du 15 mai 1930 (16 hija 1348) concernant le statut du personnel de la direction des travaux publics 102

Direction des travaux publics.

Arrêté viziriel du 29 décembre 1947 (16 safar 1367) complétant l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 (11 safar 1360) relatif au statut du personnel de la direction des communications, de la production industrielle et du travail 102

Arrêté du directeur des travaux publics portant ouverture d'un examen professionnel pour l'emploi de secrétaire-comptable 102

Direction de l'agriculture, du commerce et des forêts.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts portant relèvement de l'indemnité dite « de mer » allouée au personnel embarqué sur les bâtiments garde-pêche du Protectorat 103

Direction de l'instruction publique.

Arrêté viziriel du 29 décembre 1947 (16 safar 1367) relatif au statut de l'enseignement primaire 103

Arrêté du directeur de l'instruction publique modifiant l'arrêté du 26 février 1947 relatif à la titularisation des agents suppléants et auxiliaires des cadres enseignants. 104

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions 104

Admission à la retraite 112

Elections 112

Concession de pensions, allocations et rentes viagères 113

Résultats de concours et d'examens 114

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités 114

Avis de concours 114

Notice concernant les demandes de bourses d'internat primaire en 1948 115

TEXTES GÉNÉRAUX

Dahir du 14 octobre 1947 (28 kaada 1366) complétant le dahir du 7 novembre 1940 (6 chaoual 1359) relatif au contrôle des films cinématographiques.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 7 novembre 1940 (6 chaoual 1359) relatif au contrôle des films cinématographiques,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est modifié ainsi qu'il sult l'article 7 (3° et 4° alinéas) du dahir susvisé du 7 novembre 1940 (6 chaoual 1359), tel qu'il a été modifié par le dahir du 24 septembre 1946 (28 chaoual 1365) :

« Article 7. —

« Toutefois, la réalisation dans la zone française de Notre Empire « des films parlés en arabe et de tous ceux qui bien que parlés en « une autre langue traitent des mœurs, coutumes et croyances « de l'Islam et, en particulier, de l'Empire chérifien, doit, avant « d'être soumise à l'examen de la commission de contrôle prévu « à l'alinéa précédent, recevoir l'accord préalable d'un comité « franco-marocain, dont le président et trois membres sont désignés « par Notre Grand Vizir, et trois autres membres par décision « résidentielle.

« La commission de contrôle ne peut apporter aucune modifi- « cation aux projets de films de cette catégorie soumis à son examen « sans l'assentiment du comité.

« Une fois réalisés, ces films sont examinés à nouveau par le « comité franco-marocain qui est chargé, avec les conditions de majo- « rité susdites, de constater leur conformité avec les projets qui « avaient reçu son accord. Aucune version non reconnue conforme « ne pourra être projetée en public à l'intérieur de la zone française « de Notre Empire, ni être exportée.

« Les films tournés dans la zone française de Notre Empire ne « peuvent y être projetés qu'après visa de la commission de contrôle « dans les conditions fixées par les articles 2 et 3 ci-dessus.

« Pour le visa des films dont la réalisation est subordonnée à « l'accord du comité franco-marocain, la commission comprend, en « outre, les membres dudit comité.

« Les affiches concernant les films sont également soumises au « visa de la commission de contrôle. »

Fait à Rabat, le 28 kaada 1366 (11 octobre 1947).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 janvier 1948.

L'Ambassadeur de France,
Délégué à la Résidence générale,

LÉON MARCHAL.

Dahir du 22 novembre 1947 (8 moharrem 1367)

complétant le dahir du 11 août 1922 (17 hija 1340) relatif aux sociétés de capitaux.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

* Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 1^{er} du dahir du 11 août 1922 (17 hija 1340) relatif aux sociétés de capitaux, est complété ainsi qu'il suit :

« Article premier. — Les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions ne peuvent se former que dans les conditions prévues par la loi française du 24 juillet 1867, modifiée par les lois des 1^{er} août 1893, 16 novembre 1903, 22 novembre 1913 et 2 mars 1943.

« Elles sont régies..... »

(La suite sans modification.)

Fait à Rabat, le 8 moharrem 1367 (22 novembre 1947).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 23 janvier 1948.

L'Ambassadeur de France,
Délégué à la Résidence générale,

LÉON MARCHAL.

Dahir du 23 novembre 1947 (9 moharrem 1367) complétant le dahir du 13 février 1922 (15 jourmada II 1340) ayant pour objet la réglementation et le contrôle du crédit aux sociétés coopératives de consommation.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 1^{er} du dahir du 13 février 1922 (15 jourmada II 1340) ayant pour objet la réglementation et le contrôle du crédit aux sociétés coopératives de consommation, est complété ainsi qu'il suit :

« Article premier. —

« Ces sociétés et leurs unions pourront, par dérogation à l'article 49 de la loi du 24 juillet 1867, rendue applicable en Notre Empire par Notre dahir du 11 août 1922 (17 hija 1340), tel qu'il a été modifié et complété, notamment, par le dahir du 22 novembre 1947 (8 moharrem 1367), fixer sans limitation leur capital de fondation ainsi que les augmentations annuelles ultérieures. »

Fait à Rabat, le 9 moharrem 1367 (23 novembre 1947).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 23 janvier 1948.

L'Ambassadeur de France,
Délégué à la Résidence générale,

LÉON MARCHAL.

Dahir du 24 novembre 1947 (10 moharrem 1367) rendant exécutoire l'arrangement de Neuchâtel du 8 février 1947 concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Considérant que le Gouvernement français a notifié en Notre nom, l'adhésion de l'Empire chérifien à l'arrangement de Neuchâtel concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire connaître les dispositions de cet arrangement à Nos sujets et ressortissants pour qu'ils puissent réclamer le bénéfice de ses dispositions et se soumettre à ses obligations,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendus exécutoires dans la zone française de l'Empire chérifien :

1° L'arrangement signé à Neuchâtel, le 8 février 1947, concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale ;

2° Le protocole de clôture signé à la même date à Neuchâtel ;

3° Le protocole de clôture additionnel signé à la même date à Neuchâtel.

ART. 2. — Lesdits actes, dont le texte est annexé au présent dahir, recevront leur pleine et entière exécution à compter de leur publication au *Bulletin officiel* du Protectorat.

Fait à Rabat, le 10 moharrem 1367 (24 novembre 1947).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 janvier 1948.

L'Ambassadeur de France,
Délégué à la Résidence générale,

LÉON MARCHAL.

Arrangement concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale.

Les plénipotentiaires soussignés des gouvernements des pays membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, soucieux de remédier aux atteintes subies par les droits de propriété industrielle à la suite de la deuxième guerre mondiale, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Les délais de priorité, prévus par l'article 4 de la convention d'union de Paris pour la protection de la propriété industrielle, pour le dépôt ou l'enregistrement des demandes de brevets d'invention, de modèles d'utilité, de marques de fabrique ou de commerce, de dessins ou modèles industriels, qui n'étaient pas expirés le 3 septembre 1939, et ceux qui ont pris naissance depuis cette date, mais avant le 1^{er} janvier 1947, seront prolongés, par chacun des pays contractants, en faveur des titulaires des droits reconnus par ladite convention ou de leurs ayants cause, jusqu'au 31 décembre 1947.

ART. 2. — Un délai expirant le 30 juin 1948 sera accordé, sans surtaxe ni pénalité d'aucune sorte, aux titulaires des droits reconnus par ladite convention, ou à leurs ayants cause, pour accomplir tout acte, remplir toute formalité, payer toute taxe et généralement satisfaire à toute obligation prescrite par les lois et règlements de chaque pays, pour conserver les droits de propriété industrielle acquis au 3 septembre 1939 ou après cette date, ou pour obtenir ceux qui, si la guerre n'avait pas eu lieu, auraient pu être acquis depuis cette date à la suite d'une demande faite avant le 30 juin 1947.

ART. 3. — Le renouvellement de l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce, arrivées au terme de leur durée normale de protection après le 3 septembre 1939, mais avant le 30 juin 1947, aura effet rétroactif à la date d'expiration de leur durée normale, à condition d'être effectué avant le 30 juin 1948.

ART. 4. — Les pays qui participent à la fois au présent arrangement et à l'arrangement de Madrid, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, conviennent en outre de ce qui suit : le renouvellement de l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce inscrites au registre international, et dont l'un des pays contractants est le pays d'origine au sens de l'article premier de l'arrangement de Madrid, aura effet rétroactif à la date d'expiration de leur durée normale à condition d'être effectué avant le 30 juin 1948.

ART. 5. — 1° La période comprise entre le 3 septembre 1939 et le 30 juin 1947 n'entrera pas en ligne de compte dans le calcul tant du délai prévu pour la mise en exploitation d'un brevet, pour l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce, pour l'exploitation d'un dessin, ou modèle industriel, que du délai de trois ans prévu par l'alinéa 2° de l'article 6 bis de la convention d'union ;

2° En outre, il est convenu qu'aucun brevet, dessin ou modèle industriel, marque de fabrique ou de commerce, encore en vigueur le 3 septembre 1939, ne pourra être frappé de l'une quelconque des sanctions prévues par l'article 5 de la convention d'union avant le 30 juin 1949.

ART. 6. — 1° Les tiers qui, après le 3 septembre 1939 et jusqu'au 31 décembre 1946, auraient, de bonne foi, entrepris l'exploitation d'une invention, d'un modèle d'utilité ou d'un dessin ou modèle industriel, pourront continuer cette exploitation aux conditions prévues par les législations intérieures ;

2° L'inventeur qui rapportera la preuve de sa création et qui aura déposé une demande de brevet entre le 3 septembre 1939 et le 1^{er} janvier 1946, ou son ayant droit, pourra — à l'égard d'une demande de brevet déposée sous le bénéfice de l'article premier — être assimilé à l'exploitant de bonne foi, même s'il n'a pas effectivement exploité son invention, à condition de justifier que la mise en exploitation ait été empêchée par la guerre.

ART. 7. — Les dispositions du présent arrangement ne comportent qu'un minimum de protection : elles n'empêchent pas de revendiquer, en faveur des titulaires de droits de propriété industrielle, l'application des prescriptions plus larges qui seraient édictées par la législation intérieure d'un pays contractant : elles lais-

sent également subsister les accords et traités plus favorables et non contraires que les gouvernements des pays contractants auraient conclus ou concluraient entre eux.

ART. 8. — Les dispositions du présent arrangement ne porteront pas atteinte à l'application des dispositions des accords et traités de paix conclus ou à conclure entre des pays ayant été en guerre l'un contre l'autre.

ART. 9. — 1° Le présent arrangement, ouvert aux pays membres de l'Union pour la protection de la propriété industrielle, sera ratifié le plus tôt possible. Les ratifications seront déposées auprès du Gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci notifiées à tous les autres. Le présent arrangement entrera en vigueur sans délai entre les pays qui l'auront ratifié ;

2° Les pays qui n'auront pas signé le présent arrangement pourront y adhérer sur demande. Les adhésions seront notifiées au Gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres. Elles emporteront de plein droit, et sans délai, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par le présent arrangement.

ART. 10. — Tout pays contractant pourra étendre le présent arrangement, par simple notification faite au Gouvernement de la Confédération suisse, à tout ou partie de ses colonies, protectorats, territoires sous mandat ou sous tutelle ou tous autres territoires soumis à son autorité, ou tous territoires sous suzeraineté. Le Gouvernement de la Confédération suisse transmettra cette notification aux autres gouvernements.

ART. 11. — Le présent arrangement sera signé en un seul exemplaire, qui sera déposé aux archives du Gouvernement de la Confédération suisse. Copie certifiée en sera remise par ce dernier à chacun des gouvernements des pays signataires et adhérents.

Fait à Neuchâtel, le 8 février 1947.

* * *

Protocole de clôture.

Les plénipotentiaires soussignés, réunis ce jour à l'effet de procéder à la signature de l'arrangement concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, sont convenus de ce qui suit :

I. — Lorsque, durant la période comprise entre le 3 septembre 1939 et le 30 juin 1947, des produits revêtus d'une marque contrefaisant ou imitant une marque enregistrée dans un pays contractant ont été importés dans ce pays, au compte du gouvernement, pour des fins de la poursuite efficace de la guerre, ou pour maintenir des approvisionnements et des services essentiels à la vie de la communauté, ou pour soulager des souffrances et des malheurs résultant de la guerre, un tel emploi de la marque ne sera pas considéré comme une atteinte aux droits de son propriétaire.

II. — Les dispositions de l'article premier se rapportant également aux demandes de brevets déposées par les ressortissants tchécoslovaques auprès du bureau allemand des brevets, à Berlin, dans la période comprise entre le 1^{er} août 1940 et le 4 mai 1945 inclusivement, à condition que l'invention n'ait pas été faite en Allemagne.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont adopté le présent protocole.

Fait à Neuchâtel, le 8 février 1947.

* * *

Protocole de clôture additionnel.

Les plénipotentiaires soussignés, réunis ce jour à l'effet de procéder à la signature de l'arrangement concernant la conservation ou la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, sont convenus de ce qui suit :

Les règles énoncées au chiffre I du protocole de clôture seront appliquées par analogie en ce qui concerne les brevets, pour autant

que l'importation a eu lieu dans le territoire des Nations Alliées et Associées, ou d'un pays ennemi de celles-ci, au cours de la guerre.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont adopté le présent protocole.

Fait à Neuchâtel, le 8 février 1947.

Dahir du 17 décembre 1947 (4 safar 1367) modifiant le dahir du 18 octobre 1930 (24 jourmada I 1349) réglementant l'affectation d'une pension viagère de 100 francs à la décoration de l'ordre du Mérite militaire chérifien.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le montant de la rente viagère prévue à l'article 1^{er} du dahir du 18 octobre 1930 (24 jourmada I 1349) réglementant l'affectation d'une pension viagère de 100 francs à la décoration de l'ordre du Mérite militaire chérifien, est porté à 200 francs.

ART. 2. — Les droits des titulaires actuels commenceront à courir à compter du 1^{er} décembre 1947.

ART. 3. — Le directeur des finances, le trésorier général du Protectorat et le chancelier des ordres chérifiens sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 4 safar 1367 (17 décembre 1947).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 23 janvier 1948.

*L'Ambassadeur de France,
Délégué à la Résidence générale,*

LÉON MARCHAL.

Dahir du 30 décembre 1947 (17 safar 1367) complétant le dahir du 25 mars 1941 (26 safar 1360) instituant l'Office de la famille française.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 25 mars 1941 (26 safar 1360) instituant l'Office de la famille française, les dahirs qui l'ont modifié ou complété, et, notamment, le dahir du 24 mai 1947 (15 rejeb 1366),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'article 9 du dahir susvisé du 25 mars 1941 (26 safar 1360), tel qu'il a été modifié par le dahir du 24 mai 1947 (15 rejeb 1366), est complété par un deuxième alinéa ainsi conçu :

« Article 9. —

« L'effet de ces mesures d'application peut remonter, le cas échéant, au premier jour de l'année budgétaire au cours de laquelle elles sont prises. »

ART. 2. — Le présent dahir prend effet à la date de la publication du dahir susvisé du 24 mai 1947 (15 rejeb 1366).

Fait à Rabat, le 17 safar 1367 (30 décembre 1947).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 janvier 1948.

*L'Ambassadeur de France,
Délégué à la Résidence générale,*

LÉON MARCHAL.

**Dahir du 30 décembre 1947 (17 safar 1367)
organisant le contrôle médical des activités sportives.**

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Toute personne participant à des compétitions sportives est soumise à un contrôle médical.

La participation aux compétitions peut être dispensée du contrôle médical dans certains sports déterminés par arrêté du secrétaire général du Protectorat pris sur la proposition du directeur de la santé publique et de la famille.

ART. 2. — En cas d'infraction aux dispositions qui précèdent, l'autorité administrative pourra prononcer à titre temporaire ou définitif, à l'encontre des sportifs, l'interdiction de participer aux compétitions sportives et, à l'encontre des groupements qui ont admis les sportifs à concourir irrégulièrement, l'interdiction d'organiser des réunions ou compétitions.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa précédent, les dirigeants et responsables des groupements qui ont admis les sportifs à concourir irrégulièrement sont passibles d'une peine d'amende de 1.000 à 6.000 francs et, en cas de récidive, d'une peine d'emprisonnement qui ne pourra excéder dix jours.

ART. 3. — Les modalités d'application du présent dahir seront déterminées par arrêté du secrétaire général du Protectorat.

Fait à Rabat, le 17 safar 1367 (30 décembre 1947).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 janvier 1948.

L'Ambassadeur de France,
Délégué à la Résidence générale.

LÉON MARCHAL.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat déterminant les modalités d'application du dahir organisant le contrôle médical des activités sportives.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 30 décembre 1947 organisant le contrôle médical des activités sportives,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le contrôle médical des activités physiques et sportives institué par le dahir susvisé du 30 décembre 1947, a pour objet :

a) De vérifier l'état de santé des sujets désireux de pratiquer les compétitions sportives, et d'en interdire l'accès, temporairement ou définitivement, à ceux qui seraient reconnus inaptes ;

b) D'organiser les examens médicaux en vue de la délivrance des certificats d'aptitude aux sports ;

c) D'aider les sportifs à s'orienter rationnellement vers une activité d'éducation physique et sportive concourant à développer leur équilibre général.

ART. 2. — Les associations, ligues, comités et fédérations ayant pour objet principal ou accessoire la pratique de l'éducation physique et des sports, ne peuvent délivrer de licences autorisant la participation aux compétitions sportives qu'aux sportifs titulaires du certificat médical d'aptitude aux sports.

L'état de santé de ces derniers est surveillé, en outre, en dehors des périodes de délivrance ou de renouvellement des licences, par le service médico-social.

ART. 3. — Pour autoriser la délivrance ou le renouvellement d'une licence, tout certificat médical d'aptitude aux sports doit être daté de moins de quatre-vingt-dix jours révolus au jour de sa présentation.

ART. 4. — Le choix du médecin et du lieu de visite est laissé à l'entière liberté des intéressés.

Toutefois, le service de la jeunesse et des sports et le service médico-social organisent durant l'année des séries de visites ouvertes à tous les sportifs.

ART. 5. — Seuls les médecins appartenant à la direction de la santé publique et de la famille et ceux agréés par les services médico-sociaux sont habilités pour faire passer des contre-visites, sur demande du chef du service de la jeunesse et des sports.

ART. 6. — Le présent arrêté ne s'applique pas aux élèves des établissements d'enseignement participant à des compétitions sportives scolaires sous la responsabilité des professeurs et maîtres d'éducation physique de la direction de l'instruction publique.

ART. 7. — Le directeur de l'instruction publique et le directeur de la santé publique et de la famille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 22 janvier 1948.

JACQUES LUCIUS.

Dahir du 17 janvier 1948 (5 rebia I 1367) réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 21 mars 1930 (20 chaoual 1348) réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou locaux à usage commercial ou industriel ;

Vu le dahir du 3 mai 1932 (26 hija 1350) modifiant le dahir précité du 21 mars 1930 (20 chaoual 1348),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

CHAPITRE PREMIER.

CHAMP D'APPLICATION.

ARTICLE PREMIER. — Le renouvellement des baux à loyers des locaux et immeubles où s'exploite un fonds de commerce ou d'industrie, qu'il appartienne à un commerçant, à un industriel ou à un artisan, est régi exclusivement par les règles ci-après, celles qui ont été édictées par le dahir du 5 mai 1928 (15 kaada 1346) sur les baux à loyer ne pouvant être appliquées qu'aux titulaires des baux susvisés ne remplissant pas les conditions exigées pour réclamer le bénéfice du présent dahir.

ART. 2. — Les dispositions du présent dahir s'appliquent également :

1° Aux locaux accessoires dépendant du fonds s'ils appartiennent au même propriétaire, à la condition qu'ils soient nécessaires à son exploitation commerciale, industrielle ou artisanale et, s'ils appartiennent à un propriétaire différent, à la condition que la location qui concerne les locaux accessoires ait été faite en vue de l'utilisation jointe que leur destinait le preneur et que cette destination ait été connue du propriétaire différent au moment de la location ;

2° Aux baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel consentis à l'État, aux municipalités ou aux établissements publics, pour des immeubles ou locaux affectés, soit au moment de la location, soit ultérieurement, à des services exploités en régie ;

3° Aux établissements d'enseignement ainsi qu'aux façonniers ;

4° Aux baux de terrains nus pour la seule portion de ces terrains sur lesquels ont été édifiées, soit avant, soit après le bail, des constructions à usage industriel ou commercial, du moment que ces constructions ont été élevées ou exploitées à la connaissance et au consentement du propriétaire. Elles ne sont pas applicables aux baux emphytéotiques. Toutefois, les baux consentis par l'emphytéote bénéficient des dispositions ci-dessus sans que, cependant, la durée du renouvellement puisse dépasser la durée du bail emphytéotique.

Le présent dahir n'est pas applicable aux locations portant sur des établissements appartenant à l'administration des Habous.

ART. 3. — Le renouvellement du bail ne peut être invoqué que par des locataires ou leurs ayants droit qui justifient soit d'une jouissance consécutive de deux années en vertu d'un ou plusieurs baux écrits successifs, soit d'une jouissance consécutive de quatre années en vertu, ou bien d'un ou plusieurs baux successifs, ou bien de baux écrits ou verbaux successifs.

CHAPITRE II.

RENOUVELLEMENT DU BAIL.

Section I. — Demande de renouvellement.

ART. 4. — Le locataire, le cessionnaire ou les ayants cause qui voudront obtenir le renouvellement d'un bail écrit, devront en faire la demande au bailleur dans le délai maximum de deux ans et minimum de six mois avant l'expiration du bail ou avant l'expiration de la prorogation s'il en existe une.

ART. 5. — S'il s'agit d'un bail verbal ou d'un bail comportant plusieurs périodes et que le bailleur dénonce le bail à l'expiration de l'une des périodes autres que la dernière, ou d'un bail dont la durée est subordonnée à un événement dont la réalisation autorise le bailleur à demander la résiliation, la demande en renouvellement devra être formée dans le mois qui suivra le congé ou la demande en résiliation.

Si la demande en résiliation doit avoir effet de plein droit, le délai d'un mois partira de la notification faite au locataire, par lettre recommandée, de l'événement qui l'aura déterminée.

ART. 6. — S'il s'agit d'un bail écrit d'une durée inférieure à deux ans, congé devra, pour faire cesser le bail, être donné par le bailleur dans les délais en usage pour les baux verbaux ; la demande de renouvellement devra, dans ce cas, être formée dans le mois qui suivra ledit congé.

ART. 7. — En cas de congé ou de demande de résiliation, la notification devra, à peine de nullité, indiquer que faute par le locataire d'avoir fourni la demande de renouvellement dans le délai d'un mois, il sera déchu du bénéfice du présent dahir.

ART. 8. — Le locataire contre lequel le propriétaire intente devant une juridiction chrétienne une action tendant à faire cesser l'occupation des lieux loués doit, pour bénéficier des dispositions du présent dahir, demander le renouvellement de son bail dans le délai d'un mois à partir de la notification qui lui est faite de la citation émanant de la juridiction saisie.

Mention sera faite, sur ladite citation, que faute par le locataire d'avoir fourni la demande de renouvellement dans ce délai, il sera déchu du bénéfice du présent dahir. A défaut de cette mention, le locataire sera relevé de la déchéance.

ART. 9. — La demande de renouvellement devra être signifiée au bailleur par lettre recommandée, avec avis de réception.

Sauf notification contraire de la part du bailleur, la demande pourra lui être, aussi bien qu'à lui-même, valablement adressée en la personne du gérant, lequel sera présumé avoir qualité pour la recevoir. De même s'il y a plusieurs propriétaires, la demande adressée à l'un d'eux vaut à l'égard de tous.

Section II. — Renouvellement devant le juge.

ART. 10. — Faute d'accord entre les parties dans les deux mois qui suivront la notification de la demande en renouvellement du locataire, le bailleur et le locataire comparaitront, à la requête de la partie la plus diligente, et quel que soit le montant du loyer,

devant le président du tribunal de première instance de la situation de l'immeuble, lequel aura pour mission de concilier les parties en vue du renouvellement sollicité et de faire consigner, notamment, les motifs de refus opposés par le bailleur ainsi que leurs demandes et offres respectives, tant sur le prix, la durée et les conditions du bail, que sur le montant des indemnités prévues par le présent dahir et pouvant être dues par le bailleur.

Cette comparution est obligatoire dans tous les cas et quelles que soient les raisons pour lesquelles l'accord n'est pas réalisé.

ART. 11. — Le président du tribunal sera saisi par lettre recommandée, avec avis de réception, ou par déclaration faite au greffe, accompagnée du versement du montant de la taxe judiciaire.

En aucun cas, une demande tendant à faire statuer sur l'expulsion du locataire ne pourra être jointe à la procédure de conciliation visée à la présente section.

Ce magistrat convoquera les parties à son audience, huit jours au moins à l'avance, dans les conditions prévues aux articles 55 et suivants du dahir du 12 août 1913 (9 ramadan 1331) sur la procédure civile.

ART. 12. — Les parties comparaitront en personne ; toutefois, elles pourront se faire assister ou représenter par un avocat.

Le locataire défaillant sera déchu du bénéfice du présent dahir.

Le propriétaire défaillant sera présumé consentir au renouvellement du bail dont le prix et la durée seront réglés dans les conditions prévues aux articles 13, 14 et 15.

Toutefois, la partie défaillante aura droit de faire opposition dans le délai de quinzaine de la signification de l'ordonnance rendue contre elle. Cette signification devra mentionner expressément ce délai.

L'opposition aux ordonnances par défaut contiendra les moyens de l'opposant et assignation ; elle sera signifiée à personne ou à domicile.

ART. 13. — Lorsqu'il résultera de la tentative de conciliation que le bailleur consent, en principe, au renouvellement et si le différend porte sur le prix, la durée, les conditions accessoires ou sur l'ensemble de ces éléments, le président du tribunal pourra charger un expert de rechercher tous éléments d'appréciation, en mettant de fixer équitablement les conditions du nouveau bail.

Le rapport de l'expert sera déposé au secrétariat-greffe dans les trois mois de la réception de l'avis de sa nomination, passé lequel délai le président du tribunal, à la requête de la partie la plus diligente, nommera un nouvel expert en remplacement du défaillant.

ART. 14. — Le président du tribunal, saisi par la partie la plus diligente, statuera par ordonnance motivée. Les parties seront nécessairement entendues. Elles pourront se faire assister ou représenter par un avocat.

L'appel devra être motivé. Il contiendra assignation et sera signifié à personne ou à domicile. Il sera jugé d'urgence.

ART. 15. — Dans le délai d'un mois qui suivra la signification de la décision définitive, les parties dresseront un nouveau bail dans les conditions convenues ou fixées judiciairement, si mieux n'aime le locataire renoncer à la demande de renouvellement à charge par lui de supporter tous les frais. Faute par le bailleur d'avoir envoyé dans ce délai à la signature du preneur le projet de bail conforme à la décision susvisée, ou, faute d'accord dans le mois de cet envoi, l'ordonnance ou l'arrêt fixant les conditions du nouveau bail vaudra bail.

Sauf accord entre les parties, la durée du nouveau bail sera égale à la durée du bail précédent, sans toutefois pouvoir dépasser neuf ans. Si le bail à renouveler est un bail verbal ou si, s'agissant d'un bail écrit, sa durée est inférieure à deux ans, la durée du nouveau bail sera limitée à trois ans.

CHAPITRE III.

REFUS DE RENOUVELLEMENT DU BAIL.

Section I. — Indemnité d'éviction.

ART. 16. — Si le propriétaire ou le bailleur refuse de renouveler le bail ou s'il refuse le renouvellement aux conditions déterminées en application des articles précédents, et si les motifs allégués par

lui ne sont pas jugés graves et légitimes à l'encontre du locataire sortant, celui-ci aura droit à une indemnité égale au préjudice causé par le défaut de renouvellement.

ART. 17. — Le tribunal devra, pour la fixation de l'indemnité, tenir compte de tous les éléments de perte que le locataire aura à subir et de gains dont il sera privé en suite de l'éviction.

Cette indemnité sera au moins égale à la valeur du fonds, sauf le cas où il sera démontré par le propriétaire que le locataire évincé possède d'autres fonds de commerce ou que le local dont il s'agit abrite une succursale ou encore le cas où le propriétaire fera la preuve que le préjudice est moindre.

ART. 18. — La requête introductive d'instance sera déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance dans le mois de la notification du procès-verbal de non-conciliation ou de la notification intervenue postérieurement, par lettre recommandée, du refus de renouvellement aux conditions déterminées en application du chapitre II du présent dahir, opposé par le propriétaire. La notification devra mentionner expressément le délai d'un mois à peine de nullité.

Le jugement pourra être frappé d'appel dans le mois de la notification ; cet appel sera jugé d'urgence.

ART. 19. — Le propriétaire qui aura succombé pourra, néanmoins, dans la quinzaine de la signification de la décision définitive, se soustraire au paiement de l'indemnité, à charge par lui de supporter les frais de l'instance et de consentir au renouvellement du bail, dont les conditions, en cas de désaccord, seront fixées conformément aux règles des articles 13, 14 et 15. Ce droit ne pourra être exercé qu'autant que le locataire sera encore dans les lieux et n'aura pas déjà loué ou acheté un autre local.

ART. 20. — Aucun locataire pouvant prétendre à l'indemnité d'éviction ne peut être obligé de quitter les lieux avant de l'avoir reçue, à moins que le propriétaire ne lui verse une indemnité provisionnelle à fixer par le juge conciliateur.

Cette indemnité sera imputée sur le montant de celle qui sera définitivement fixée, soit à l'amiable, soit en justice, si celle-ci lui est supérieure.

Dans le cas contraire, le locataire sera tenu envers le propriétaire au remboursement de la différence.

Section II. — Reprise sans indemnité d'éviction.

ART. 21. — Le propriétaire pourra, sans être astreint au paiement de l'indemnité prévue à l'article 16 ci-dessus, refuser le renouvellement du bail, s'il est établi que l'immeuble doit être totalement ou partiellement démolé comme menaçant ruine ou étant en état d'insalubrité reconnue.

Le locataire aura le droit de rester dans les lieux jusqu'au commencement des travaux.

ART. 22. — Le propriétaire aura également le droit de refuser le renouvellement du bail, sans être astreint au paiement de l'indemnité visée à l'article 16, lorsqu'il reprendra les lieux pour reconstruire l'immeuble, mais à charge :

1° De donner au locataire, par lettre recommandée, un préavis d'une année ;

2° De commencer les travaux dans les six mois qui suivent le refus de renouvellement ou, le cas échéant, la décision judiciaire prononçant l'éviction à l'égard du dernier locataire évincé, tout local évacué ne devant pas être reloué jusqu'à la démolition.

ART. 23. — En cas de reconstruction de l'immeuble loué, faisant suite à sa démolition partielle ou totale, quelle qu'en soit la cause, le locataire aura un droit de priorité pour louer dans l'immeuble reconstruit.

ART. 24. — Le propriétaire pourra également, sans être astreint au paiement de l'indemnité prévue à l'article 16 ci-dessus, refuser le renouvellement du bail s'il reprend les lieux soit pour les habiter lui-même, soit pour les faire habiter par son conjoint, ses descendants ou leurs conjoints.

ART. 25. — Il en sera de même s'il entend reprendre les lieux loués en vue d'une occupation commerciale, industrielle ou artisanale rigoureusement personnelle, dans les cas suivants :

1° Si le locataire n'a pas exploité personnellement pendant quatre années entières et consécutives le fonds de commerce installé dans les lieux ;

2° Si l'habitation personnelle ou l'exploitation industrielle, commerciale ou artisanale du propriétaire a été endommagée de telle sorte qu'il soit dans l'impossibilité de l'occuper ou d'y exercer son entreprise ;

3° Si le locataire est une société anonyme ou en commandite par actions ou une entreprise à succursales multiples, à moins que le propriétaire entre lui-même dans l'une de ces catégories.

Dans tous les cas, l'occupation des lieux par le propriétaire devra être d'une durée de cinq ans au moins, sauf en cas de motif légitime. Elle ne pourra avoir pour objet l'exploitation d'un fonds de commerce de même nature que celui du locataire sortant.

Si le local ou l'immeuble a été acquis par un commerçant ou un industriel déjà établi, en vue soit de fonder une succursale, soit d'agrandir son commerce ou ses locaux, qu'il s'agisse d'un agrandissement dans l'immeuble même où il exerce son commerce actuel ou dans tout autre immeuble, le locataire sortant aura droit à l'indemnité prévue à l'article 16, même en cas de reconstruction de l'immeuble.

L'acquisition visée au précédent alinéa sera même présumée faite dans ce but, sauf preuve contraire, si elle n'a pas date certaine avant les cinq ans qui précèdent l'expiration du bail ou la fin de la prorogation.

ART. 26. — Le propriétaire qui veut exercer le droit de reprise, conformément aux dispositions des articles 21, 24 et 25 ci-dessus, devra donner préavis, et ce, par lettre recommandée, au locataire occupant, dans le délai de deux mois à partir de la demande en renouvellement qui devra, à peine de nullité, mentionner la forme et le délai dans lequel ce préavis doit être donné. Ce délai est de rigueur.

ART. 27. — Au cas où il viendrait à être établi à la charge du propriétaire qu'il n'a exercé la reprise du local que dans le but de faire fraude au droit du locataire, notamment par des opérations de location ou de revente, que ces opérations aient un caractère civil ou commercial, le locataire aura droit à l'indemnité d'éviction.

ART. 28. — Lorsque le bailleur aura consenti au renouvellement du bail, il ne sera plus fondé à exercer le droit de reprise.

ART. 29. — Le renouvellement des baux concernant des immeubles appartenant à l'État, aux municipalités et aux établissements publics, ne pourra être refusé sans que la personne morale propriétaire soit astreinte au paiement de l'indemnité prévue à l'article 16 du présent dahir, même si son refus est justifié par une raison d'utilité publique.

Section III. — Autres indemnités.

ART. 30. — Lorsqu'il est à la fois propriétaire de l'immeuble loué et du fonds de commerce qui y est exploité et que le bail porte en même temps sur les deux, le bailleur, en cas de refus de renouvellement du bail, pourra continuer l'exploitation commerciale, industrielle ou artisanale, mais il devra une indemnité au locataire, à concurrence du profit qu'il aura retiré de la plus-value apportée soit au fonds, soit à la valeur locative de l'immeuble, du fait des améliorations matérielles effectuées par le locataire.

ART. 31. — Dans le cas où il exerce la reprise des locaux loués pour un usage commercial, industriel ou artisanal, sans être tenu à l'indemnité prévue à l'article 16, le propriétaire devra, à moins qu'il ne préfère demander la remise des locaux en l'état où ils étaient lors de l'entrée en jouissance, payer au locataire sortant une indemnité à concurrence du profit qu'il aura retiré de la plus-value apportée par ce dernier à la valeur locative de l'immeuble, par suite des aménagements effectués et, d'après le bail, ceux-ci ne deviennent pas la propriété du bailleur, sans que cette indemnité puisse dépasser le prix de la main-d'œuvre et la valeur des matériaux employés.

ART. 32. — Sous réserve du cas de cession du fonds de commerce au propriétaire qui a exercé le droit de reprise, celui-ci ne pourra, pendant le délai de cinq ans, soit par lui-même, soit par le nouvel

occupant qu'il se sera substitué, et dont il sera responsable, exercer, dans les locaux repris, un commerce ou une industrie similaire, sous peine de dommages-intérêts.

Cette action se cumulera, s'il y a lieu, avec celle de l'article 16.

Le propriétaire ou le principal locataire qui, en même temps qu'il est bailleur des locaux qui font l'objet de la demande de renouvellement, est aussi le vendeur du fonds de commerce qui y est exploité et qui en a reçu le prix intégral, ne peut exercer le droit de reprise qu'à charge d'une indemnité d'éviction.

ART. 33. — Le locataire sortant aura droit, même au cas où, par application des articles 21, 22, 24 et 25, il n'aurait pas d'indemnité à recevoir, de faire évaluer l'indemnité éventuelle prévue à l'article 16, ainsi que celle de l'article 32 par la procédure prévue au présent dahir.

CHAPITRE IV.

LOYERS.

ART. 34. — Si les conditions économiques se sont modifiées au point d'entraîner une variation de plus du quart de la valeur locative fixée amiablement ou par décision judiciaire, les parties pourront demander la révision du prix fixé.

Cette demande, recevable dans les formes ci-dessus prescrites, ne pourra être formée que trois ans au moins après l'entrée en jouissance du locataire et ne pourra être renouvelée que tous les trois ans après que le nouveau prix aura été payé.

ART. 35. — Tous les loyers payés d'avance, sous quelque forme que ce soit et même à titre de garantie, porteront intérêt au profit du locataire au taux pratiqué par la Banque d'État du Maroc pour les avances sur les titres, pour les sommes excédant celle qui correspond au prix du loyer de plus de deux termes.

Défalcation sera faite de cet intérêt sur les quittances de loyer des deuxième et quatrième trimestres, en cas de règlement trimestriel, et des sixième et douzième mois si le paiement se fait par mensualité.

Toutes clauses et conventions contraires seront frappées de nullité absolue.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux musulmans.

ART. 36. — Les prix des baux renouvelés en vertu du présent dahir seront dus à partir de l'expiration du bail précédent ou de sa prorogation, sauf imputation des paiements effectués par les locataires maintenus en possession.

Dans le cas où le loyer du bail originaire aurait été réduit par application du dahir du 1^{er} novembre 1939 (18 ramadan 1358), le nouveau loyer du bail renouvelé ne courra que du jour où la réduction accordée aura été supprimée.

CHAPITRE V.

CESSION DU DROIT AU BAIL ET SOUS-LOCATIONS.

ART. 37. — Sauf motif légitime, le droit au bail dont le renouvellement aura été obtenu dans les conditions ci-dessus déterminées, ne pourra être cédé que par les locataires ayant personnellement exercé le commerce dans l'immeuble pendant trois ans consécutifs, dont une année au moins après le renouvellement du bail.

En cas de cession consentie par un locataire ne remplissant pas cette condition, le renouvellement sera considéré comme nul et non avenue.

ART. 38. — En cas de sous-location totale ou partielle d'un local à usage commercial, industriel ou artisanal, le propriétaire sera appelé à concourir à l'acte.

Lorsque le loyer de la sous-location sera supérieur au prix de la location principale, le propriétaire aura la faculté de faire fixer conformément aux articles 13, 14 et 15 ci-dessus et d'exiger, éventuellement, une augmentation correspondante du loyer de la location principale, augmentation qui, à défaut d'accord entre les parties, sera déterminée par le tribunal.

Le locataire devra faire connaître au propriétaire son intention de sous-louer par lettre recommandée. Dans les quinze jours de la

réception de cet avis, le propriétaire devra faire connaître s'il entend concourir à l'acte. S'il refuse ou s'il omet de répondre, il sera passé outre.

ART. 39. — Le sous-locataire est recevable à demander le renouvellement de son bail au locataire principal dans la mesure des droits que celui-ci tient lui-même du propriétaire. Cette demande devra être débattue en présence du locataire principal et du propriétaire.

A l'expiration du bail principal, le propriétaire n'est tenu au renouvellement que s'il a, directement ou indirectement, autorisé ou agréé la sous-location et si, matériellement ou dans la commune intention des parties, les lieux faisant l'objet du bail principal ne forment pas un tout indivisible.

CHAPITRE VI.

DISPOSITIONS DIVERSES.

ART. 40. — Sont nuls et de nul effet, quelle qu'en soit la forme, les clauses, stipulations et arrangements qui auraient pour conséquence directe de faire échec au droit de renouvellement institué par le présent dahir.

Les baux ou promesses de baux consentis à des tiers pour la période qui doit suivre les baux en cours, ne font échec à ce droit de renouvellement que s'ils ont date certaine avant le 21 mars 1930.

Les locataires principaux ne seront pas considérés comme des tiers.

L'exercice par le locataire de son droit de renouvellement libère le propriétaire de toutes les obligations résultant des baux et promesses de baux consentis par lui à des tiers.

ART. 41. — Nonobstant toutes conventions contraires inscrites dans les baux visés par le présent dahir, les juges saisis en vertu de l'article 243 du dahir du 12 août 1913 (9 ramadan 1331) formant code des obligations et contrats, peuvent, en accordant des délais, suspendre la réalisation et les effets des clauses de résiliation pour défaut de paiement du loyer au terme convenu, lorsque la résiliation n'est pas constatée ou prononcée par une décision de justice ayant acquis l'autorité de la chose jugée.

ART. 42. — Toutes les contestations relatives à l'application du présent dahir sont de la compétence des juridictions françaises et portées devant le tribunal de première instance de la situation de l'immeuble.

Un dahir spécial déterminera dans quelles conditions les juridictions makhzen préalablement réorganisées seront appelées ultérieurement à en connaître.

Toutes les contestations relatives à l'application du présent dahir se prescrivent par une durée de deux ans.

ART. 43. — Les dahirs susvisés des 21 mars 1930 (20 chaoual 1348) et 3 mai 1932 (26 hija 1350), sont abrogés.

CHAPITRE VII.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 44. — Sont prorogés de plein droit, dans les conditions déterminées par les articles 45 et 47 ci-dessous, les baux dont le renouvellement était régi par les règles du dahir susvisé du 21 mars 1930 (30 chaoual 1348), et qui, échus entre le 2 septembre 1939 et l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la publication du présent dahir, ne sont pas renouvelés, à la condition que leurs titulaires soient encore dans les lieux.

ART. 45. — Tous locataires sont relevés des forclusions, déchéances ou irrecevabilités encourues au titre du dahir susvisé du 21 mars 1930 (30 chaoual 1348) et pourront former une demande à fin de renouvellement de bail ou à fin d'indemnité d'éviction, dans les trois mois de la publication du présent dahir.

Les baux faisant l'objet de la demande visée à l'alinéa précédent sont prorogés de plein droit jusqu'à accord amiable, ou, le cas échéant, jusqu'à décision de justice devenue définitive.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux cessionnaires, alors même que la cession est intervenue après l'expiration du bail, pourvu qu'elle ne soit pas contraire aux clauses de ce bail et à la condition qu'avant cette cession le locataire ait régulièrement notifié sa demande de renouvellement.

ART. 46. — Dans les instances en renouvellement de bail en cours à la date de publication du présent dahir, il ne sera plus tenu compte des forclusions, déchéances ou irrecevabilités ci-dessus spécifiées, et lesdites instances se poursuivront devant les tribunaux ou cour actuellement saisis sans qu'il soit besoin de former de nouvelles demandes.

Au cas où les forclusions, déchéances ou irrecevabilités ci-dessus n'auraient point été opposées à la date de publication du présent dahir dans les instances actuellement en cours, elles ne pourraient plus l'être ultérieurement et lesdites instances se poursuivraient sans qu'il soit besoin de former la nouvelle demande prévue à l'article 45.

ART. 47. — Avant l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la date de publication du présent dahir, tous locataires pourront renoncer, par lettre recommandée adressée au propriétaire, à demander le renouvellement du bail.

Ce dernier, dans ce cas, sera prorogé jusqu'à l'expiration du mois suivant la date de notification au propriétaire de la déclaration susvisée.

ART. 48. — A défaut de la demande de renouvellement prévue à l'article 45 ou de la déclaration visée à l'article 47, le bail cessera de plein droit, nonobstant toute clause de préavis du bail, à l'expiration du quatrième mois suivant celui de la date de publication du présent dahir.

ART. 49. — Les locataires tenus éloignés des lieux par tous faits de guerre, directs ou indirects, ne sont pas soumis à la condition d'occupation des lieux, sauf dans le cas où ils les ont abandonnés volontairement ou y ont librement renoncé par la suite.

ART. 50. — Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux instances qui n'ont pas encore fait l'objet d'une décision déjà exécutée, sans que l'exécution des décisions de justice, même définitives, puissent donner lieu à une action quelconque en justice.

ART. 51. — Le présent dahir ne s'applique pas aux locations portant sur des locaux ou immeubles dont l'expropriation pour cause d'utilité publique a déjà été prononcée.

Fait à Rabat, le 5 rebia I 1367 (17 janvier 1948).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 janvier 1948.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Dahir du 17 janvier 1948 (5 rebia I 1367) instituant la liberté du prix des loyers des immeubles et locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chéfiennne,

Vu le dahir du 5 mai 1928 (15 kaada 1346) relatif aux baux à loyers ;

Vu les dahirs des 10 mars 1944 (14 rebia I 1363) et 28 mai 1946 (26 joumada II 1365) portant majoration du prix des loyers ;

Vu le dahir du 17 janvier 1948 (5 rebia I 1367) réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — A compter du premier jour du deuxième mois suivant celui de la promulgation du présent dahir, le prix des loyers des emplacements, locaux, appartements ou chambres, nus ou en meublé, à usage commercial, industriel ou artisanal, sera librement fixé par les parties.

A compter de la même date, la révision du prix des loyers précités en cours pourra être demandée en justice dans les conditions déterminées par les dahirs susvisés du 5 mai 1928 (15 kaada 1346) et du 17 janvier 1948 (5 rebia I 1367).

ART. 2. — Toutes dispositions contraires sont abrogées.

Fait à Rabat, le 5 rebia I 1367 (17 janvier 1948).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 janvier 1948.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Montant maximum des mandats télégraphiques entre le Maroc et les territoires français d'outre-mer.

Par arrêté viziriel du 5 janvier 1948 (23 safar 1367), le paragraphe b) de l'article 2 de l'arrêté viziriel du 6 décembre 1945 (30 hija 1364) portant fixation du maximum des mandats d'articles d'argent dans le régime intérieur marocain et dans les relations entre le Maroc, d'une part, la France, l'Algérie, la Tunisie et les colonies françaises, d'autre part, a été modifié ainsi qu'il suit :

« b) Mandats échangés par la voie télégraphique : 50.000 francs. »

Ont été abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté qui produira effet à compter du 1^{er} février 1948.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat fixant le prix de vente maximum des sciages de pin maritime provenant de la région de Fès.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 février 1941 pris pour l'application du dahir susvisé, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 15 janvier 1947 fixant le prix de vente maximum des bois de pin maritime provenant de la région de Fès, complété par l'arrêté du 22 mai 1947 ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 24 mars 1944 donnant délégation au directeur des affaires économiques pour la signature des arrêtés portant fixation des prix des marchandises dont ses services sont responsables ;

Après avis du commissaire aux prix agissant par délégation de la commission centrale des prix,

ARRÊTE :

CLASSIFICATION DES SCIAGES DE PIN MARITIME
ORIGINAIRES DE LA RÉGION DE FÈS.

ARTICLE PREMIER. — Pour l'application du présent arrêté, les qualités de sciages de pin maritime originaires de la région de Fès, sont celles qui correspondent aux spécifications ci-après :

Qualité « charpente ». — Bois sains, non échauffés avec nœuds n'altérant pas la résistance de la pièce. Longueur au moins égale à 2 m. 50 ;

Qualité « caisserie ». — Bois sains, dont les défauts ou les dimensions ne permettent pas leur classement dans la catégorie « charpente ».

PRIX DE BASE.

ART. 2. — Le prix maximum de vente, par les exploitants de scieries, des sciages de pin maritime, en débits alignés parallèles, livrés sur wagon départ Fès ou Meknès (droits de porte non compris), est fixé ainsi qu'il suit :

Qualité « charpente » (poutres de 15 cm. de côté au moins, ou plateaux de 8 cm. d'épaisseur et de 15 cm. de largeur au minimum) : le mètre cube 5.200 francs

Qualité « caisserie » (plateaux d'épaisseur égale ou supérieure à 8 cm.) : le mètre cube 4.900 francs

ART. 3. — Une réduction de 185 francs par mètre cube sera appliquée aux prix fixés par l'article 2 ci-dessus, dans le cas de livraison à l'intérieur des villes susindiquées.

Dans le cas particulier des bois débités à Azrou, le prix départ scierie sera déduit du prix à l'intérieur de la ville de Meknès, diminué des frais de transport B.C.T. entre ces deux villes, par application au mètre cube de sciages d'un poids de 700 kilos. On calculera, sur cette base, le prix rendu aux autres destinations éventuelles à partir d'Azrou.

MAJORATIONS EN FONCTION DE LA LONGUEUR.

ART. 4. — Les prix de base fixés par les articles 2 et 3 seront majorés, pour les sciages de qualité « charpente » des catégories « poutres », « madriers » et « bastings », d'une longueur supérieure à 3 m. 66, dans les conditions suivantes :

Pièces de 3 m. 67 à 3 m. 99 : majoration de 70 francs par mètre cube
Pièces de 4 mètres à 4 m. 32 : majoration de 140 francs par mètre cube
Pièces de 4 m. 33 à 4 m. 66 : majoration de 210 francs par mètre cube
et ainsi de suite, à raison de 70 francs en sus par mètre cube et par tiers (ou fraction de tiers) de mètre de longueur au-dessus de 4 m. 66.

Ces majorations ne sont autorisées que si l'acheteur a expressément passé commande de pièces de « charpente » des dimensions envisagées.

MAJORATIONS EN FONCTION DE L'ÉQUARRISSAGE.

ART. 5. — Les prix maxima des sciages de qualité « charpente », des catégories « madriers », « bastings » et « chevrons », sont obtenus à partir de ceux fixés ci-dessus pour les poutres et plateaux par application des majorations ci-après :

« Madriers » 22 x 8 et « bastings » : 200 francs par mètre cube ;
« Chevrons » 8 x 8 : 500 francs par mètre cube.

Les majorations de prix en fonction de l'équarrissage ne pourront être appliquées que si l'acheteur a passé commande de débits de types expressément définis.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 6. — Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté susvisé du 15 janvier 1947.

Rabat, le 24 janvier 1948.

P. le secrétaire général du Protectorat
et par délégation,

Le directeur de l'agriculture,
du commerce et des forêts.

SOULMAGNON.

**Arrêté du secrétaire général du Protectorat
fixant le mode de calcul des prix de vente des lubrifiants importés.**

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 février 1941 pris pour l'application du dahir susvisé, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 19 mars 1947 fixant les marges commerciales maxima sur la vente des lubrifiants ;

Sur proposition du directeur de la production industrielle et des mines ;

Après avis du commissaire aux prix agissant par délégation de la commission centrale des prix,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — A dater du 29 janvier 1948, les prix de vente au détail des lubrifiants importés au cours du dollar antérieur au 26 janvier 1948, seront calculés sur la base du cours du dollar postérieur à cette date (prix *cif* majoré de 80 %).

Aux prix *cif* ainsi majorés viendront normalement s'ajouter les frais de douane et accessoires autorisés.

ART. 2. — Les marges commerciales sur la vente des lubrifiants importés par les importateurs-distributeurs patentés de lubrifiants au Maroc, sont fixées ainsi qu'il suit :

1° Importateur à revendeur ou à acheteur de plus de mille (1.000) kilos par semestre : 30 % sur le prix du tarif de vente au détail.

Les revendeurs et les acheteurs susvisés bénéficieront, en outre, de ristournes en fonction de l'importance de leurs achats ;

2° Revendeur à utilisateur : 8 % sur le prix du tarif de vente au détail, compte non tenu des ristournes prévues à l'alinéa précédent.

Les sociétés importatrices revendant directement au détail sont autorisées à cumuler les marges susmentionnées.

Les marges ainsi fixées ne sont pas soumises aux dispositions de l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 7 mars 1947 portant diminution générale des prix.

ART. 3. — Les stocks de lubrifiants importés détenus le 29 janvier 1948, à zéro heure, par les importateurs, feront l'objet, par leurs détenteurs, d'une déclaration certifiée sincère, signée de l'intéressé, remise ou adressée, avant le 1^{er} février 1948, au secrétariat de la section « lubrifiants » du groupement professionnel consultatif des importateurs-distributeurs au Maroc des produits pétroliers (G.I.M.P.).

Ces déclarations feront ressortir la différence entre l'ancien et le nouveau prix de vente aux revendeurs et utilisateurs de plus de mille (1.000) kilos, par semestre.

Les importateurs seront tenus de verser, avant le 1^{er} mars 1948, à la caisse de péréquation des produits pétroliers, le montant du total de ces différences.

Une déclaration analogue devra être établie pour les importations de lubrifiants postérieures au 29 janvier 1948, qui pourraient être effectuées au cours du dollar antérieur au 26 janvier 1948. Elles donneront lieu à un reversement dans les mêmes conditions.

ART. 4. — Les stocks de lubrifiants importés détenus le 29 janvier 1948, à zéro heure, par les commerçants-revendeurs, feront l'objet, par leurs détenteurs, d'une déclaration certifiée sincère et signée de l'intéressé, remise ou adressée, le 29 janvier 1948, au chef de la région* (section économique).

Ces déclarations devront mentionner les quantités détenues, le nom et l'adresse du détenteur, ainsi que l'emplacement des stocks.

Un état récapitulatif de ces déclarations sera transmis par les régions, avant le 1^{er} mars 1948, au directeur de la production industrielle et des mines (arrondissement des produits pétroliers et de la circulation automobile) qui le transmettra à la caisse de péréquation des produits pétroliers.

Ces stocks se trouvant valorisés à compter du 29 janvier 1948, les revendeurs qui en sont détenteurs seront tenus de verser à cette caisse une somme forfaitaire de vingt (20) francs par kilo.

La vérification des stocks sera effectuée par les agents des régions (section économique) et du service des prix.

ART. 5. — A dater du 1^{er} mars 1948, les prix des lubrifiants importés, seront baissés de dix (10) francs par kilogramme à tous les échelons du commerce.

La caisse de péréquation des produits pétroliers versera les sommes correspondant à cette baisse aux importateurs-distributeurs patentés au vu d'un état mensuel de leurs ventes, contrôlé par la direction de la production industrielle et des mines.

ART. 6. — L'arrêté du secrétaire général du Protectorat susvisé du 19 mars 1947 est abrogé.

Rabat, le 28 janvier 1948.

JACQUES LUCIUS.

Arrêté du directeur des finances, du directeur des travaux publics, du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts, du directeur de la production industrielle et des mines et du directeur de la santé publique et de la famille modifiant l'arrêté interdirectorial du 15 janvier 1946 concernant l'importation de certaines marchandises en zone française du Maroc.

LE DIRECTEUR DES FINANCES,
LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET
DES FORÊTS,
LE DIRECTEUR DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET
DES MINES,
LE DIRECTEUR DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA
FAMILLE,

Vu l'arrêté interdirectorial du 15 janvier 1946 concernant l'importation de certaines marchandises en zone française du Maroc, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété,

ARRÊTENT :

ARTICLE UNIQUE. — Le tableau annexé à l'arrêté susvisé du 15 janvier 1946 est modifié ainsi qu'il suit :

Supprimer :

NUMÉRO DE LA NOMENCLATURE DOUANÈRE	PRODUITS
2230	Pommes de terre de semence.

Rabat, le 24 janvier 1948.

P. le directeur des finances,
Le directeur adjoint,
DUPUY.

Le directeur des travaux publics,
GIRARD.

Le directeur de l'agriculture,
du commerce et des forêts,
SOULMAGNON.

Le directeur
de la production industrielle
et des mines,
J. COUTURE.

Le directeur de la santé publique
et de la famille,
SICAULT.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts modifiant l'arrêté du directeur général de l'agriculture du 27 mars 1934 fixant le tarif des redevances à acquitter pour frais de travaux de laboratoire ou de détermination de mortalité à la suite des traitements effectués par le service de la défense des végétaux, et déterminant les conditions selon lesquelles les échantillons doivent être prélevés.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES
FORÊTS, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 20 septembre 1927 portant règlement de police sanitaire des végétaux ;

Vu l'arrêté viziriel du 3 mars 1934 établissant une redevance pour frais de travaux de laboratoire effectués par le service de la défense des végétaux ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'agriculture du 27 mars 1934 fixant le tarif des redevances à acquitter pour frais de travaux de laboratoire ou de détermination de mortalité à la suite de trai-

tements, effectués par le service de la défense des végétaux, et déterminant les conditions selon lesquelles les échantillons doivent être prélevés.

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 1^{er} et 3 de l'arrêté directorial susvisé du 27 mars 1934 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article premier. — La redevance à acquitter pour frais de « détermination du pourcentage de mortalité des cochenilles, à la « suite de traitements, est fixé à sept cents francs (700 fr.) par déter- « mination dudit pourcentage. »

« Article 3. — Lorsque l'échantillon comporte plus de cinq cents « insectes, l'intéressé peut demander qu'il en soit examiné un nom- « bre supérieur ; en ce cas, il doit payer sept cents francs (700 fr.) « pour chaque groupe de cinq cents insectes dont il demande « l'examen. »

(La suite sans modification.)

Rabat, le 24 janvier 1948.

SOULMAGNON.

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1837, du 9 janvier 1948, page 18.

Arrêté viziriel du 22 novembre 1947 (8 moharrem 1367) modifiant l'arrêté viziriel du 10 octobre 1946 (14 kaada 1365) fixant les modalités d'application du dahir du 9 octobre 1946 (13 kaada 1365) portant institution d'un Office marocain du tourisme.

ART. 3 in fine.

Au lieu de :

« Un représentant de l'Association nationale « Tourisme et Tra-
vail » ;

« Cinq représentants des compagnies de transport » ;

Lire :

« Un représentant de l'Association nationale « Tourisme et Tra-
vail » ;

« Un représentant de l'hôtellerie ;

« Cinq représentants des compagnies de transport. »

TEXTES PARTICULIERS

Construction d'une caserne de sapeurs-pompiers à Casablanca.

Par arrêté viziriel du 17 décembre 1947 (4 safar 1367) a été déclarée d'utilité publique et urgente la construction d'une caserne de sapeurs-pompiers, à l'angle de la rue du Chevalier-Bayard et de la route de Camp-Boulhaut (quartier de la Gare), et ont été frappés d'expropriation les terrains nécessaires à cet effet, tels qu'ils sont délimités par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original dudit arrêté.

Création d'un terrain de sports à Tarhazout (Mogador).

Par arrêté viziriel du 31 décembre 1947 (18 safar 1367) a été déclaré d'utilité publique l'aménagement, à Tarhazout (Tamanar, Mogador), d'un terrain de sports.

A été, en conséquence, frappée d'expropriation la propriété dite « La Rascasse », titre foncier n° 6813 M., d'une superficie approximative d'un hectare trois ares vingt centiares (1 ha. 03 a. 20 ca), sise à Tarhazout et présumée appartenir à MM. Meyer Frantz et Schoeller Walter, domiciliés à Tarhazout, telle, au surplus, qu'elle est délimitée par un liséré rose au plan annexé à l'original dudit arrêté.

Le délai pendant lequel cet immeuble restera sous le coup de l'expropriation a été fixé à cinq ans.

**Arrêté viziriel du 31 décembre 1947 (18 safar 1367)
ordonnant la délimitation de deux immeubles domaniaux d'Erfoud
(Tafilalt).**

Par arrêté viziriel du 31 décembre 1947 (18 safar 1367) a été décidée la délimitation de deux immeubles domaniaux d'Erfoud (Tafilalt).

Les opérations de délimitation commenceront le mercredi 3 mars 1948, à 8 heures, par l'immeuble domaniaux dit « Jnan Ben Morou », au point d'intersection des limites nord et est, à environ 600 mètres du ksar Oulad-Yahia, sur la piste le reliant à l'embranchement de la piste lourde Erfoud-Rissani.

**Arrêté viziriel du 31 décembre 1947 (18 safar 1367)
ordonnant la délimitation des immeubles domaniaux de Rissani
(Tafilalt).**

Par arrêté viziriel du 31 décembre 1947 (18 safar 1367) a été décidée la délimitation des immeubles domaniaux de Rissani (Tafilalt).

Les opérations de délimitation commenceront le jeudi 4 mars 1948, à 8 heures, à l'immeuble domaniaux dit « Feddan Loulaye I » (n° 1 de la réquisition publiée en 2^e partie du présent *Bulletin officiel*), au bord de l'oued Ziz, au point formant limite avec le ravin séparatif de la propriété de Hadj Abdelkader, et se poursuivront les jours suivants.

**Construction de la rectification dite « Tizi-Oudal »,
entre les P.K. 35 + 895,42 et 36 + 921 de la route n° 21,
de Meknès au Tafilalt.**

Par arrêté viziriel du 10 janvier 1948 (28 safar 1367) a été déclarée d'utilité publique la construction de la rectification dite « Tizi-Oudal », entre les P.K. 35 + 895,42 et 36 + 921 de la route n° 21, de Meknès au Tafilalt.

A été, en conséquence, frappée d'expropriation la parcelle de terrain figurée par une teinte rose sur le plan au 1/2.000^e annexé à l'original dudit arrêté, et désignée au tableau ci-après :

NUMÉRO du plan	NOM DU PROPRIÉTAIRE ou présumé tel	SUPERFICIE	OBSERVATIONS
1	Caïd El Moktar ben Hammou, des Beni M'Tir du sud.	17.960 mq. 85	Terrain de culture et de parcours (titre foncier n° 1683. « Tizi Oudal »).

L'urgence a été prononcée.

Le délai pendant lequel la parcelle désignée ci-dessus restera sous le coup de l'expropriation a été fixé à deux ans à compter de la publication dudit arrêté au *Bulletin officiel* du Protectorat.

Irrigation de la plaine des Triffa.

Par arrêté viziriel du 10 janvier 1948 (28 safar 1367) ont été déclarés d'utilité publique et urgents les travaux de construction du canal principal, des ouvrages de dérivation des eaux de la Moulouya

et de la branche supérieure, alimentée par pompage dans ledit canal, en vue de l'irrigation de la plaine des Triffa, sur le territoire des Beni-Snassèn.

La zone de servitude prévue par l'article 4 du dahir du 31 août 1914 est figurée par une teinte rose sur le plan au 1/20.000^e annexé à cet arrêté viziriel.

Elle comprend :

1° Les terrains susceptibles d'être noyés en amont du barrage de dérivation par le remous résultant d'une surélévation du niveau de l'eau en ce point atteignant la cote (179/00) ;

2° La zone de servitude du canal principal proprement dit, à savoir :

a) Du barrage de dérivation, au P.K. 0 + 000, au P.K. 11 + 688, la zone de servitude sera comprise entre une ligne parallèle au tracé, située sur la rive droite du canal à 50 mètres de son axe, et la laisse des plus hautes eaux de la Moulouya (limite du domaine public) ;

b) Du P.K. 11 + 688 à la sortie du tunnel de Teniet-el-Begra (P.K. 31 + 500), la zone de servitude sera délimitée par deux lignes parallèles situées à 250 mètres de part et d'autre de l'axe du tracé ;

c) Du P.K. 31 + 500 à l'oued Kiss, la zone de servitude sera délimitée par deux lignes parallèles situées à 50 mètres de part et d'autre de l'axe du tracé ;

3° La zone de servitude de la branche supérieure, alimentée par pompage dans le canal, sera délimitée par deux lignes parallèles situées à 50 mètres de part et d'autre de l'axe du tracé.

L'urgence a été prononcée ; la procédure prévue à l'article 26 du dahir du 31 août 1914 (9 chaoual 1332) pourra être utilisée pour l'expropriation des terrains non bâtis et des bâtiments en bois.

Extension du périmètre urbain de Mechrâ-Bel-Ksiri.

Par arrêté viziriel du 17 janvier 1948 (5 rebia I 1367) des modifications ont été apportées au périmètre urbain et à la zone périphérique du centre de Mechrâ-Bel-Ksiri, conformément aux tracés figurant sur le plan annexé à l'original dudit arrêté.

Composition du conseil supérieur de la pharmacie.

Par arrêté résidentiel du 23 janvier 1948 la durée du mandat des membres du conseil supérieur de la pharmacie, désignés par le Gouvernement, est prolongée jusqu'à l'installation des bureaux des chambres soumises à réélection en 1948.

M. Cotte, directeur de la pharmacie centrale de la santé publique, inspecteur des pharmacies, est désigné, en qualité de pharmacien d'Etat, pour remplacer M. Charnot, démissionnaire.

**Décision du secrétaire général du Protectorat autorisant un architecte
à exercer la profession.**

Par décision du secrétaire général du Protectorat en date du 16 janvier 1948, M. Boule Auguste, autorisé à porter le titre d'architecte, est autorisé, après avis du conseil supérieur de l'ordre, à exercer la profession d'architecte (circonscription du Nord, conseil régional de Rabat).

Arrêté du directeur des finances fixant les taux moyens de remboursement applicables, du 8 au 31 décembre 1947, aux huiles et emballages utilisés pour la fabrication, au Maroc, des conserves de sardines.

LE DIRECTEUR DES FINANCES,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 28 juillet 1931 instituant le régime du drawback sur les conserves de poissons, de viandes et de légumes destinées à l'exportation, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété, et notamment, le dahir du 22 septembre 1943 (21 ramadan 1362) ;

Vu la décision prise par la commission prévue à l'article 4 du dahir précité du 28 juillet 1931, dans sa réunion du 23 décembre 1947,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les droits de douane, la taxe spéciale et les droits de consommation sur les huiles et sur les emballages (boîtes et caisses) utilisés pour la fabrication, au Maroc, des conserves de sardines destinées à l'exportation, seront remboursés, pour les expéditions effectuées du 8 au 31 décembre 1947, d'après les taux moyens fixés ci-après, par quintal de matière exportée :

Caisses en bois	175 francs
Fer-blanc	353 —
Huile d'arachide	616 —

ART. 2. — La liquidation des sommes à rembourser s'effectuera sur la base des poids moyens fixés au barème ci-après :

FORMAT DES BOITES	NOMBRE de boîtes par caisse	POIDS des caisses vides en bois	POIDS des boîtes vides	POIDS des fonds	POIDS DE L'HUILE	
					Conserves à l'huile	Conserves à l'huile et à la tomate
1/4 club 27	100	3 kg. 900	3 kg. 564	2 kg. 012	3 kg. 140	2 kg. 090
1/4 club 30	100	4 kg. 000	3 kg. 780	2 kg. 012	3 kg. 480	2 kg. 320
1/2 40	100	7 kg. 000	7 kg. 884	3 kg. 680	9 kg. 350	6 kg. 230
4/4 80	50	6 kg. 350	5 kg. 832	1 kg. 840	8 kg. 920	5 kg. 950

Rabat, le 23 janvier 1948.

FOURMON.

Arrêté du directeur des travaux publics autorisant l'Entreprise Fougerolle pour travaux publics à établir un dépôt d'explosifs.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 14 janvier 1914 réglementant l'importation, la circulation et la vente des explosifs au Maroc et fixant les conditions d'installation des dépôts, et, notamment, son article 3, tel, au surplus, que ce dahir a été modifié et complété, notamment par le dahir du 14 mars 1933 ;

Vu la demande présentée le 26 juillet 1947 par l'Entreprise Fougerolle pour travaux publics, ayant son siège rue Magellan, à Casablanca, à l'effet d'être autorisée à installer un dépôt permanent d'explosifs sur le territoire du cercle d'Azilal, au lieu dit « Bin-el-Ouidane » ;

Vu les plans annexés à ladite demande et les pièces de l'enquête de *commodo et incommodo* à laquelle il a été procédé, du 30 septembre au 30 octobre 1947, par les soins du commandant du cercle d'Azilal ;

Sur la proposition du chef de la division des mines et de la géologie,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'Entreprise Fougerolle pour travaux publics est autorisée à établir un dépôt permanent d'explosifs exclusivement destiné à ses besoins, à Bin-el-Ouidane, territoire du cercle d'Azilal, sous les conditions énoncées aux articles suivants.

ART. 2. — Le dépôt sera établi à l'emplacement marqué sur le plan topographique au 1/5.000^e et conformément aux plans produits avec la demande, lesquels plans resteront annexés à l'original du présent arrêté. Ce dépôt sera du type enterré à charge condensée.

ART. 3. — La chambre de dépôt proprement dite sera constituée par une galerie secondaire, perpendiculaire à la galerie d'accès et ouverte à une distance du jour telle que l'épaisseur des terrains de recouvrement soit au moins de 24 mètres ; la chambre de dépôt sera prolongée de l'autre côté de la galerie principale par un cul-de-sac de 3 mètres de profondeur et d'une largeur égale à celle de

la chambre. En face de la galerie d'accès sera établi un merlon dans lequel on aménagera une chambre réceptrice capable de recevoir et de fixer les matériaux projetés. Cette chambre réceptrice devra présenter, en largeur et en hauteur, des dimensions sensiblement supérieures à celles du débouché de la galerie d'accès, et sa profondeur ne devra pas être inférieure à 3 mètres.

La galerie d'accès aura une pente suffisante pour assurer l'écoulement des eaux d'infiltration.

La ventilation de la chambre de dépôt sera réalisée par une gaine de 350 millimètres de diamètre, disposée comme il est indiqué sur le plan avec coupe au 1/100^e joint à l'original du présent arrêté, dont l'orifice intérieur sera situé dans la chambre de dépôt et dont l'orifice extérieur sera placé à 3 mètres au moins au-dessus de la partie supérieure de l'orifice de la galerie d'accès ; les deux orifices de la gaine d'aération seront protégés par un grillage contre l'introduction de matières susceptibles d'allumer les explosifs.

Le dépôt sera fermé par deux portes solides, la première métallique à claire-voie placée à l'entrée de la galerie d'accès, la deuxième en bois à double paroi placée à l'entrée de la chambre de dépôt. Toutes deux seront munies de serrures de sûreté. Elles ne devront être ouvertes que pour le service du dépôt.

ART. 4. — Le sol et les parois du dépôt seront rendus imperméables, de manière à préserver les explosifs de l'humidité.

Les dimensions du dépôt ainsi que les dispositions intérieures seront telles que la circulation, la vérification et la manutention des caisses puissent se faire aisément.

Les caisses placées sur des supports ne devront jamais s'élever à plus de 1 m. 60 au-dessus du sol.

ART. 5. — Le dépôt sera placé sous la surveillance d'un gardien européen spécialement chargé de la garde.

Le logement du gardien sera relié aux portes du dépôt par des communications électriques établies de telle sorte que l'ouverture des portes ou la simple rupture des fils de communication fassent fonctionner automatiquement une sonnerie d'avertissement placée à l'intérieur du logement.

ART. 6. — La quantité maximum d'explosifs que le dépôt pourra recevoir est fixée à 6.000 kilos d'explosifs de sûreté.

ART. 7. — Le dépôt de détonateurs sera du type superficiel et installé à l'emplacement indiqué sur le plan au 1/100^e, c'est-à-dire

à 3 mètres du pied du merlon et à l'intérieur de l'enceinte du grilage interdisant l'approche de l'entrée de la galerie d'accès. La quantité maximum de détonateurs que le dépôt pourra recevoir est fixée à 50.000.

ART. 8. — Les manutentions dans les dépôts seront confiées à des hommes expérimentés. Les caisses d'explosifs ne devront être ouvertes qu'en dehors de l'enceinte du dépôt.

Il sera interdit d'introduire dans les dépôts des objets autres que ceux indispensables au service des locaux. Notamment, il sera interdit d'y introduire des objets en fer, des matières en ignition ou inflammables susceptibles de produire des étincelles, spécialement des détonateurs, des amorces ou des allumettes dans le dépôt d'explosifs, des explosifs ou des allumettes dans le dépôt de détonateurs.

Il sera également interdit de pénétrer dans les dépôts avec une lampe à flamme nue, de faire du feu et de fumer à l'intérieur et aux abords des locaux.

ART. 9. — L'Entreprise Fougerolle pour travaux publics devra constamment tenir à jour le registre d'entrée et de sortie prévu à l'article 7 du dahir du 14 janvier 1914.

ART. 10. — En ce qui concerne l'importation des explosifs ou détonateurs destinés à alimenter les dépôts, l'Entreprise Fougerolle pour travaux publics se conformera aux prescriptions du titre II du dahir susvisé. Elle se conformera également, en cas d'insurrection ou de troubles graves dans le pays, aux instructions qui lui seront données par l'autorité militaire, en application de l'article 9 du même dahir.

ART. 11. — L'Entreprise Fougerolle pour travaux publics sera tenue d'emmagasiner les caisses d'explosifs de manière à éviter l'encombrement et à faciliter aux fonctionnaires chargés de la surveillance, leurs vérifications ; elle devra fournir à ces agents la main-d'œuvre, les poids, les balances et autres ustensiles nécessaires à leurs opérations.

ART. 12. — A toute époque, l'administration pourra prescrire telles autres mesures qui seraient jugées nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique.

ART. 13. — Le présent arrêté sera périmé si, dans le délai d'un an, les travaux n'ont pas été entrepris, ou si, ensuite, ils ont été interrompus pendant une période supérieure à une année.

ART. 14. — Avant que le dépôt puisse être mis en service, les travaux seront vérifiés par un fonctionnaire du service des mines qui s'assurera que toutes les conditions imposées par le présent arrêté sont remplies.

Une décision du directeur des travaux publics autorisera ensuite, s'il y a lieu, la mise en service du dépôt.

Rabat, le 13 janvier 1948.

GIRARD.

Désignation des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance d'Erfoud.

Par arrêté du général, chef de la région de Meknès, du 9 janvier 1948, ont été désignés, comme membres du conseil d'administration de la S.I.P. d'Erfoud, pour la période allant du 9 janvier 1948 au 30 septembre 1949 :

Section d'Erfoud.

MM. Hda ou Midine et Ahmed ou Aroussi.

Section de Rissani.

MM. Mohamed bel Mekki et Laaguid ben Madani.

Section d'Alnif.

MM. Lahcen ben Mohamed et Mohand ou Saïd.

* *

Désignation des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Goulmima.

Par arrêté du général, chef de la région de Meknès, du 9 janvier 1948, ont été désignés, comme membres du conseil d'administration de la S.I.P. de Goulmima, pour la période allant du 9 janvier 1948 au 30 septembre 1949 :

Section de Goulmima.

MM. Hoceïn ou Ali ou Aomar et Hammou ben Ahmed ben Hammou.

Section de Tinejdad.

MM. Zaïd ou Addi et Amar ou Ahmed.

Section d'Assoul.

MM. Moha ou Ba Ichou et Bassou ou Fouas.

Section d'Imilchil.

MM. Ali ou Haddou et Ali ou Talab.

* *

Désignation des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Ksar-es-Souk.

Par arrêté du général, chef de la région de Meknès, du 9 janvier 1948, ont été désignés, comme membres du conseil d'administration de la S.I.P. de Ksar-es-Souk, pour la période allant du 9 janvier 1948 au 30 septembre 1949 :

Section de Ksar-es-Souk.

MM. Hassani ben Lahcen et Saïd Amzil.

Section de Rich.

MM. Mohamed ben Abid et Addi ou Zennou Ahmed.

* *

Désignation des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Boudenib.

Par arrêté du général, chef de la région de Meknès, du 9 janvier 1948, ont été désignés, comme membres du conseil d'administration de la S.I.P. de Boudenib, pour la période allant du 9 janvier 1948 au 30 septembre 1949 :

Section de Boudenib.

MM. Brahim Bou Loughrab et Moulay Aomar Oufquir.

Section de Talsinnt.

MM. Mohand ou Khedra et Lhoussaïme ou Cheghou.

* *

Désignation des membres du conseil d'administration de la société indigène de prévoyance de Kasba-Tadla—Boujad.

Par arrêté du contrôleur civil, chef de la région de Casablanca, du 16 décembre 1947, ont été désignés, comme membres du conseil d'administration de la S.I.P. de Kasba-Tadla—Boujad, pour la période allant du 9 janvier 1948 au 30 septembre 1949 :

Section Senguell.

MM. Mohamed ben Raho Rouadi et Abderrahmann ben Bouazza Berraki.

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1831, du 28 novembre 1947, page 1224.

Arrêté résidentiel du 17 novembre 1947 modifiant l'arrêté résidentiel du 30 septembre 1940 portant réorganisation territoriale et administrative du commandement d'Agadir-confins.

ART. 5. — (Paragraphe b).

Au lieu de :

« L'annexe des affaires indigènes des Ait-Tafinegoult ayant son siège à Tafinegoult (le reste sans changement) » ;

Lire :

« L'annexe des affaires indigènes de Tafinegoult ayant son siège à Tafinegoult (le reste sans changement). »

Liste des permis de recherche rayés pour renonciation,
non-paiement de redevances, fin de validité.

NUMERO du permis	TITULAIRE	CARTE
6790	Chérif Ouazzani Si Ahmed ben Tami.	Fès.
6791	id.	id.

Liste des permis de prospection rayés pour renonciation,
non-paiement de redevances, fin de validité.

NUMERO du permis	TITULAIRE	CARTE
2854	Wellhoff Jacques.	Tafilalt.
2855	id.	id.
2856	id.	id.
2857	id.	id.
2858	id.	Bouâname.
2859	id.	id.

Liste des permis de recherche accordés pendant le mois de décembre 1947.

NUMERO du permis	DATE d'institution	TITULAIRE	CARTE AU 1/200.000	DÉSIGNATION DU POINT PIVOT	POSITION du centre du permis par rapport au point pivot	CATÉGORIE
7699	16 déc. 1947	Bureau de recherches et de participations minières, 38, rue de la République, Rabat.	Tikirt.	Axe de la tour Bossan.	1.500 ^m O. - 1.000 ^m S.	II
7700	id.	Delachaussée Félix, 20, avenue Foch, Meknès.	Casablanca.	Centre de la borne-fontaine d'Aïn-Sibara.	5.700 ^m N. - 5.500 ^m O.	II
7701	id.	id.	id.	id.	5.700 ^m N. - 1.500 ^m O.	II
7702	id.	id.	Boujad.	Centre du marabout de Si-Amar.	2.300 ^m N. - 3.200 ^m O.	II
7703	id.	id.	id.	id.	1.700 ^m S. - 3.200 ^m O.	II
7704	id.	Société minière des Rehamna, 1, rue de Thiaucourt, Casablanca.	Mecchrâ-Benabbou.	Centre du marabout de Sidi-Bouazzouz.	5.100 ^m N. - 200 ^m O.	II
7705	id.	Bailly Georges, 56, rue de Berkane, Oujda.	Demnate.	Centre du marabout de Si-Saïd.	3.800 ^m E. - 600 ^m N.	II
7706	id.	Fouad Bechara, rue Bab-Agnaou, Marrakech.	Marrakech-sud.	Centre du pont de Foued N'Fis (route de Marrakech à Amizmiz).	1.800 ^m N.	II
7707	id.	Mondoloni Jean, douar Graoua, n° 8, Marrakech.	Marrakech-nord.	Centre du marabout de Sidi-Hamida.	7.500 ^m O.	H
7708	id.	id.	id.	id.	4.000 ^m N. - 4.800 ^m O.	II
7709	id.	id.	id.	id.	3.500 ^m O.	II
7710	id.	id.	id.	id.	500 ^m E.	II
7711	id.	id.	id.	id.	4.500 ^m E.	II
7712	id.	id.	id.	id.	8.000 ^m E.	II
7713	id.	Société minière de Tirza, avenue Dar-el-Makhzen, n° 12, Rabat.	Oulmès.	Centre de l'hôtel d'Oulmès-les-Thermes.	600 ^m E. - 3.000 ^m S.	II
7714	id.	Mastey Max, 79, rue Archet-el-Match, Marrakech.	Demnate.	Centre du marabout de Si-Embarek.	1.800 ^m O. - 1.300 ^m S.	III
7715	id.	Delachaussée Félix, 20, avenue Foch, Meknès.	Ouaouizarthe.	Centre de l'ancien poste de Tizi.	3.200 ^m O. - 1.700 ^m N.	II
7716	id.	id.	id.	Centre de la zaouïa Temga.	2.400 ^m E. - 1.850 ^m N.	II
7717	id.	Saintacreu Joseph, 16, rue de Marseille, Meknès.	Tikirt.	Centre de la casba de Tachaokcht.	100 ^m E. - 2.000 ^m N.	II
7718	id.	id.	id.	id.	100 ^m E. - 6.000 ^m N.	II
7719	id.	Jacquín Paul, S. M. P. 2, Dhkrissa (Plaisance), Meknès.	Fès.	Angle formé par la face sud-ouest de la maison en construction du S. M. P. 2 des Oulad-Raho.	1.000 ^m N.	II
7720	id.	id.	Oulmès.	Angle nord-est de la maison forestière de Bou-Clmil.	3.800 ^m O. - 1.200 ^m N.	II
7721	id.	id.	id.	id.	3.800 ^m O. - 5.200 ^m N.	II
7722	id.	id.	id.	Angle sud-est de la maison forestière d'Aïn-Bouterella.	3.400 ^m E. - 300 ^m N.	II

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES COMMUNS

Arrêté viziriel du 26 janvier 1948 (14 rebia I 1367) modifiant l'arrêté viziriel du 20 septembre 1931 (7 Joumada I 1350) réglementant les indemnités pour frais de déplacement et de mission des fonctionnaires en service dans la zone française de l'Empire chérifien.

Aux termes d'un arrêté viziriel du 26 janvier 1948 (14 rebia I 1367) les tableaux annexés à l'article 16 de l'arrêté viziriel du 20 septembre 1931 (7 Joumada I 1350) réglementant les indemnités pour frais de déplacement et de mission des fonctionnaires en service dans la zone française de l'Empire chérifien, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 22 septembre 1947 (6 kaada 1366), sont remplacés par les suivants, à compter du 1^{er} novembre 1947 :

« 1^{er} Fonctionnaires et agents des cadres généraux.

GROUPES	JOURNÉE COMPLÈTE				JOURNÉE INCOMPLÈTE						
	COMPORTANT OU NON LE DÉCOUCHER MAIS DONT LA DURÉE EXCÈDE 18 HEURES				MISSION OU DÉPLACEMENT SANS DÉCOUCHER				MISSION OU DÉPLACEMENT AVEC DÉCOUCHER		
	PENDANT les trente premiers jours		A PARTIR du trente et unième jour dans la même localité		OBLIGEANT à prendre un repas au dehors (absence excédant 7 heures mais ne dépassant pas 12 heures).		OBLIGEANT à prendre deux repas au dehors (absence excédant 12 heures, mais ne dépassant pas 18 heures).		COMPORTANT une absence excédant 7 heures, mais ne dépassant pas 12 heures.	COMPORTANT une absence excédant 12 heures, mais ne dépassant pas 18 heures.	
	Chef de famille	Autres agents	Chef de famille	Autres agents	Chef de famille	Autres agents	Chef de famille	Autres agents		Chef de famille	Autres agents
I	Francs 650	Francs 490	Francs 600	Francs 450	Francs 225	Francs 155	Francs 450	Francs 310	Francs 200	Francs 425	Francs 320
II	600	455	555	430	210	145	415	285	185	395	295
III	555	425	510	390	195	135	385	265	170	365	275
IV	460	360	420	330	160	110	320	220	140	300	225
V	395	315	360	290	135	95	270	190	125	260	200

« 2^o Fonctionnaires et agents des autres cadres.

GROUPES	JOURNÉE COMPLÈTE		JOURNÉE INCOMPLÈTE			
	COMPORTANT OU NON LE DÉCOUCHER MAIS DONT LA DURÉE EXCÈDE 18 HEURES		MISSION OU DÉPLACEMENT SANS DÉCOUCHER		MISSION OU DÉPLACEMENT AVEC DÉCOUCHER	
	PENDANT les trente premiers jours	A PARTIR du trente et unième jour dans la même localité	OBLIGEANT à prendre un repas au dehors (absence excédant 7 heures, mais ne dépassant pas 12 heures).	OBLIGEANT à prendre deux repas au dehors (absence excédant 12 heures, mais ne dépassant pas 18 heures).	COMPORTANT une absence excédant 7 heures, mais ne dépassant pas 12 heures.	COMPORTANT une absence excédant 12 heures, mais ne dépassant pas 18 heures.
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
I	330	280	105	210	120	240
II	250	220	85	165	90	180
III	210	180	75	150	85	165

TEXTES PARTICULIERS

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

Arrêté du secrétaire général du Protectorat modifiant l'arrêté du 1^{er} octobre 1945 fixant les modalités d'incorporation de certains agents dans les cadres du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat.

Aux termes d'un arrêté du secrétaire général du Protectorat du 22 janvier 1948, l'article 2 de l'arrêté du 1^{er} octobre 1945 fixant les modalités d'incorporation de certains agents dans les cadres du per-

sonnel administratif relevant du secrétariat général du Protectorat, modifié par les arrêtés des 1^{er} août et 10 octobre 1946, est modifié ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} janvier 1947 :

« Article 2. —

« 3^o Réunir, au 1^{er} janvier 1947, au moins dix ans de services « dans une administration publique du Protectorat, le service légal « et les services de guerre non rémunérés par pension étant toutefois « pris en compte, le cas échéant. »

(La suite sans modification.)

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR

Arrêté viziriel du 25 janvier 1948 (13 rebia I 1367) fixant le nouveau régime des indemnités applicables à certains fonctionnaires et agents des municipalités pour l'utilisation, dans l'intérêt du service, de leur véhicule automobile personnel.

Un arrêté viziriel du 25 janvier 1948 (13 rebia I 1367) abroge les dispositions de l'arrêté viziriel du 8 septembre 1939 (23 reheb 1358) fixant le régime des indemnités applicables à certains fonctionnaires municipaux pour l'utilisation, dans l'intérêt du service, de leur voiture personnelle, et les arrêtés viziriels qui l'ont complété ou modifié, avec effet du 1^{er} juillet 1947, et fixe, à compter de la même date, les nouvelles dispositions applicables ainsi qu'il suit :

« ARTICLE PREMIER. — La liste des fonctionnaires municipaux susceptibles de recevoir une indemnité forfaitaire mensuelle pour l'utilisation de leur véhicule automobile personnel (voiture, motocyclette ou vélomoteur), à l'intérieur des villes municipales et des banlieues dotées d'un statut administratif spécial, sera déterminée par arrêté du secrétaire général du Protectorat, pris sur la proposition du directeur de l'intérieur et après avis du directeur des finances.

« ART. 2. — Le montant de l'indemnité sera fixé par le même arrêté suivant la nature des fonctions exercées et l'importance des déplacements effectués par chaque intéressé.

« ART. 3. — L'indemnité forfaitaire est payée mensuellement et à terme échu. Elle est exclusive de tout autre avantage. Elle sera supprimée pendant la durée de toute absence supérieure à dix jours, sauf le cas de mission à l'intérieur de la zone française du Protectorat. Elle pourra être accordée aux fonctionnaires chargés de l'intérim.

« ART. 4. — Les chefs des services municipaux des villes de Casablanca, Fès, Marrakech, Meknès, Oujda et Rabat, pourront utiliser une voiture automobile achetée et entretenue par la ville. Ils n'auront pas droit alors à l'indemnité prévue à l'article premier. Mais, dans ce cas, un chauffeur, rétribué et habillé sur le budget municipal, sera mis à leur disposition. »

Arrêté viziriel du 26 janvier 1948 (14 rebia I 1367) fixant les conditions dans lesquelles les municipalités sont autorisées à consentir à certains fonctionnaires des municipalités une avance de fonds pour l'acquisition d'un véhicule automobile.

Un arrêté viziriel du 26 janvier 1948 (14 rebia I 1367) fixe les conditions dans lesquelles certains fonctionnaires municipaux pourront bénéficier d'une avance de fonds pour l'acquisition de véhicules automobiles :

« ARTICLE PREMIER. — A titre exceptionnel et temporaire, les municipalités peuvent consentir aux fonctionnaires détachés des autres administrations dans les municipalités ou dépendant de ces dernières et qui sont astreints, de par leurs fonctions, à des déplacements fréquents et d'une certaine étendue, une avance de fonds égale aux cinq sixièmes de la valeur d'un véhicule neuf (automobile, motocyclette ou vélomoteur), sans toutefois que le prix d'achat retenu par l'administration pour déterminer le montant de l'avance soit supérieur à un prix limite.

« ART. 2. — L'avance est consentie, à la demande de l'agent, sous la forme d'un contrat passé avec la municipalité et revêtu de l'approbation du directeur de l'intérieur et du visa du directeur des finances.

« Le contrat doit indiquer, notamment, avec précision : la marque du véhicule, sa puissance, la marque et le numéro du moteur.

« ART. 3. — Cette avance est remboursable par versements mensuels fixés par le contrat et dans un délai qui ne pourra pas dépasser quarante-cinq mois. A ces versements s'ajoutent les intérêts produits au taux de 4 %.

« En cas de départ anticipé, la somme restant due est immédiatement exigible.

« ART. 4. — Une nouvelle avance ne peut être accordée qu'après le remboursement intégral de la précédente et à l'expiration d'un délai minimum de cinq années. »

La liste des agents susceptibles de bénéficier des dispositions ci-dessus, ainsi que le prix limite prévu à l'article premier, sont arrêtés, sur la proposition du directeur de l'intérieur, par le secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur des finances.

Arrêté viziriel du 14 janvier 1948 (2 rebia I 1367) complétant les dispositions de l'article 31 de l'arrêté viziriel du 16 mai 1930 (16 hija 1348) concernant le statut du personnel de la direction des travaux publics.

Aux termes d'un arrêté viziriel du 14 janvier 1948 (2 rebia I 1367), par complément aux dispositions de l'article 31 de l'arrêté viziriel du 16 mai 1930 (16 hija 1348) concernant le statut du personnel de la direction des travaux publics, et à titre transitoire, peuvent être recrutés en qualité d'architectes les dessinateurs ou les inspecteurs d'architecture en fonction depuis dix ans au moins et autorisés à porter le titre d'architecte en application des dispositions du dahir du 1^{er} juillet 1941 (6 jomada II 1358) portant création d'un ordre des architectes et réglementant le titre et la profession d'architecte.

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

Arrêté viziriel du 29 décembre 1947 (16 safar 1367) complétant l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 (11 safar 1360) relatif au statut du personnel de la direction des communications, de la production industrielle et du travail.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 (11 safar 1360) relatif au statut du personnel de la direction des communications, de la production industrielle et du travail, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété, notamment l'arrêté viziriel du 9 février 1947 (24 rebia I 1366),

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 12 de l'arrêté viziriel susvisé du 10 mars 1941 (11 safar 1360), est complété ainsi qu'il suit :

« Article 12. —

« 4^e Directement, sur titres, parmi les anciens élèves diplômés des écoles suivantes : Ecole polytechnique, Ecole nationale des ponts et chaussées, Ecoles nationales supérieures des mines de Paris et de Saint-Étienne, Ecole centrale des arts et manufactures, Ecole supérieure d'électricité, Ecoles nationales des arts et métiers, Ecole d'application du génie maritime ou de l'artillerie navale. »

Fait à Rabat, le 16 safar 1367 (29 décembre 1947).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 29 décembre 1947.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté du directeur des travaux publics portant ouverture d'un examen professionnel pour l'emploi de secrétaire-comptable.

Aux termes d'un arrêté du directeur des travaux publics du 13 janvier 1948, un examen professionnel pour deux emplois de secrétaire-comptable de la direction des travaux publics, dont un emploi réservé aux bénéficiaires du dahir du 11 octobre 1947, sera organisé à Rabat, le 19 avril 1948.

Seuls sont admis à se présenter à cet examen les commis et les agents techniques de la direction des travaux publics ayant au moins trois ans d'ancienneté dans une administration du Protectorat.

A défaut de candidats admis dans la catégorie réservée aux agents bénéficiaires du dahir du 11 octobre 1947, les emplois mis en totalité en compétition seront attribués aux candidats classés en rang utile.

Les demandes des candidats devront parvenir à la direction des travaux publics, à Rabat, le 19 mars 1948, au plus tard.

DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES FORÊTS

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts portant relèvement de l'indemnité dite « de mer » allouée au personnel embarqué sur les bâtiments garde-pêche du Protectorat.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES FORÊTS, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté du directeur général des travaux publics du 14 juin 1939 formant statut du personnel embarqué sur les bâtiments garde-pêche du Protectorat, et, notamment, le paragraphe E) de l'article 1^{er}, modifié par l'arrêté directorial du 28 mai 1946 ;

Sur la proposition du chef du service de la marine marchande et des pêches maritimes au Maroc,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le paragraphe E) de l'arrêté du 14 juin 1939, modifié par l'arrêté du 28 mai 1946, est modifié ainsi qu'il suit :

« Paragraphe E). Indemnité dite « de mer ». — A compter du 1^{er} octobre 1947, le taux de l'indemnité journalière dite « de mer » est modifié ainsi qu'il suit :

« Capitaine	250 fr.
« Chef mécanicien	250
« Deuxième mécanicien	250
« Sous-patron	200
« Aide-mécanicien indigène	125
« Matelot indigène	125
« Novice ou mousse indigène	100 »

Rabat, le 11 décembre 1947.

SOULMAGNON.

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Arrêté viziriel du 29 décembre 1947 (16 safar 1367) relatif au statut de l'enseignement primaire.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 26 juillet 1920 (9 kaada 1338) portant création d'une direction de l'enseignement, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 29 juillet 1920 (12 kaada 1338) portant organisation du personnel de la direction de l'enseignement, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 10 septembre 1942 (27 chaabane 1361) relatif au statut du personnel de l'enseignement primaire ;

Vu le dahir du 5 avril 1945 (21 rebia II 1364) relatif à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires, complété par le dahir du 27 octobre 1945 (20 kaada 1364), tel qu'il a été prorogé par le dahir du 30 octobre 1946 (4 hija 1365),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Nonobstant toutes dispositions législatives ou réglementaires contraires, pourront être titularisés les instituteurs et institutrices suppléants, intérimaires ou auxiliaires pourvus du brevet élémentaire et du certificat d'aptitude pédagogique (degré normal), qui remplissaient au 1^{er} janvier 1946 des fonctions d'enseignement public depuis une date antérieure au 1^{er} septembre 1939 au Maroc, en France, ou dans l'Union française, à condition qu'ils aient enseigné depuis cette dernière date sans autres interruptions que celles imposées par la maladie, les nécessités de service ou les obligations militaires.

ART. 2. — Toutefois, seront dispensés de la condition d'ancienneté prévue à l'article 1^{er} ci-dessus et pourront être titularisés les instituteurs et institutrices suppléants, intérimaires ou auxiliaires qui, ayant assuré dans l'enseignement public au Maroc, en France ou dans l'Union française, des services d'une durée totale égale à cinq ans au 1^{er} janvier 1946, seront pourvus, en plus du brevet élémentaire et du certificat d'aptitude pédagogique (degré normal) : des certificats d'arabe dialectal et classique, ou du brevet d'arabe dialectal ou classique, ou du brevet de berbère.

ART. 3. — Les instituteurs et institutrices suppléants, intérimaires ou auxiliaires pourvus du brevet élémentaire et du certificat d'aptitude pédagogique (degré normal), bénéficiaires de l'article 7 du dahir susvisé du 5 avril 1945 (21 rebia II 1364) ou du dahir susvisé du 27 octobre 1945 (20 kaada 1364), tel qu'il a été prorogé par le dahir du 30 octobre 1946 (4 hija 1365), seront dispensés de la condition d'ancienneté prévue aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus, mais ils devront être en fonction depuis un an au moins et avoir satisfait aux épreuves d'un examen probatoire dont les formes et le programme seront fixés par un arrêté du directeur de l'instruction publique.

La possession des certificats d'arabe dialectal et classique ou de l'un des autres diplômes énumérés à l'article 2 ci-dessus, tiendra lieu d'examen probatoire.

ART. 4. — Les instituteurs des cadres réservés (échelle 45.000—90.000, en service depuis une date antérieure au 1^{er} septembre 1939 et en fonction au 1^{er} janvier 1946, pourront être versés dans le cadre général des instituteurs et institutrices primaires.

Ceux qui possèdent les certificats d'arabe dialectal et classique ou l'un des diplômes énumérés à l'article 2 ci-dessus, et qui sont en service depuis une date postérieure au 1^{er} septembre 1939, pourront également être versés dans le cadre général des instituteurs et institutrices primaires s'ils comptent des services d'une durée totale égale à cinq années au 1^{er} janvier 1946.

ART. 5. — Les dispositions de l'article 4 sont applicables aux instituteurs qui étaient rangés dans les cadres réservés (échelle 45.000—90.000) au 1^{er} janvier 1946, même si, par suite de la création du cadre particulier d'instituteurs et institutrices de l'enseignement musulman, ils ont été versés dans ce dernier cadre.

ART. 6. — Les instituteurs visés aux articles 4 et 5 ci-dessus, admis dans le cadre général des instituteurs et institutrices, en application des dispositions qui précèdent, seront classés dans leur nouvelle catégorie conformément à l'arrêté viziriel du 22 mars 1919 (19 jourmada II 1337) relatif au classement du personnel de la direction de l'instruction publique. Si le classement est effectué compte tenu d'un traitement global, on prendra en considération, pour la détermination du coefficient de catégorie, le traitement de base soumis à retenues au titre du dahir du 1^{er} mai 1931 (13 hija 1349) instituant un régime de pensions civiles en faveur des fonctionnaires du Makhzen et des cadres spéciaux appartenant aux administrations du Protectorat.

ART. 7. — Les instituteurs et institutrices auxiliaires et intérimaires régis par l'arrêté viziriel du 3 août 1942 (20 rejab 1361) qui seraient titularisés en force du présent arrêté, bénéficieront, pour leur classement dans leur nouveau grade, des services effectués en qualité d'auxiliaires ou intérimaires dans des conditions identiques à celles qui ont été fixées par l'arrêté viziriel du 26 septembre 1932 (24 jourmada I 1351). Il leur sera tenu compte, pour leur classement, des promotions qu'ils auraient obtenues.

ART. 8. — Le classement des instituteurs et institutrices suppléants, titularisés en application du présent arrêté, s'effectuera de la manière suivante : l'ancienneté des services accomplis en

leur précédente qualité, calculée en mois depuis le 1^{er} janvier qui a suivi la date à laquelle ils ont obtenu le C.A.P. (degré normal), sera divisée par la cote 42. Le quotient indiquera le nombre de classes à attribuer à partir de la 6^e classe, le reste, s'il y a lieu, l'ancienneté dans la classe ainsi obtenue.

Pour ceux qui ne compteraient pas quarante-deux mois d'ancienneté, l'ancienneté précédemment acquise depuis le 1^{er} janvier suivant l'obtention du C.A.P. sera reportée dans la 6^e classe, diminuée de six mois.

ART. 9. — Les agents appelés à bénéficier des dispositions du présent arrêté ne pourront être titularisés ou versés dans le cadre général des instituteurs et institutrices primaires qu'au fur et à mesure des vacances d'emplois.

ART. 10. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté et, notamment, l'arrêté viziriel du 10 septembre 1942 (27 chaabanc 1361) relatif au statut du personnel de l'enseignement primaire, sont abrogées.

ART. 11. — Le présent arrêté prend effet du 1^{er} janvier 1948.

Fait à Rabat, le 16 safar 1367 (29 décembre 1947).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 29 décembre 1947.

Le Commissaire résident général,
A. JUIN.

**Arrêté du directeur de l'instruction publique
modifiant l'arrêté du 26 février 1947 relatif à la titularisation
des agents suppléants et auxiliaires des cadres enseignants.**

LE DIRECTEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 26 juillet 1920 portant organisation d'une direction de l'enseignement, et les dahirs qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté viziriel du 29 juillet 1920 portant organisation du personnel de la direction de l'enseignement, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté directorial du 26 février 1947 relatif à la titularisation des agents suppléants et auxiliaires des cadres enseignants,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 1^{er} de l'arrêté directorial susvisé du 26 février 1947, est modifié ainsi qu'il suit :

« Article premier. —

« Les dispositions qui suivent sont applicables, à l'exclusion de toutes autres, aux seuls agents suppléants, auxiliaires et temporaires de la direction de l'instruction publique et aux auxiliaires relevant de l'arrêté viziriel du 5 octobre 1931 qui assurent effectivement des fonctions d'enseignement, bénéficiaires autrement qu'à l'ancienneté du dahir du 5 avril 1945, tel qu'il a été complété par le dahir du 17 août 1946. »

(La suite sans modification.)

Rabat, le 19 janvier 1948.

R. THABAULT.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions.

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

(Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.)

Est titularisé et nommé *commis principal de 3^e classe* du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 14 août 1945 (bonifications pour services militaires : 3 ans 8 mois 9 jours) : M. Blanruc Clément, commis auxiliaire. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 1^{er} décembre 1947.) (Rectificatif au B.O. n° 1836, du 2 janvier 1948.)

Est titularisé et nommé *commis principal de 3^e classe* du 1^{er} janvier 1946 (ancienneté du 15 décembre 1945 ; bonifications pour services militaires : 2 ans) : M. Vichet René, commis auxiliaire (3^e catégorie). (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 4 décembre 1947.)

Est titularisée et nommée *dame dactylographe de 3^e classe* du 1^{er} janvier 1946 (ancienneté du 15 janvier 1944) : M^{me} Chabre Marie, dactylographe auxiliaire (5^e catégorie). (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 2 août 1947.)

* * *

DIRECTION DES AFFAIRES CHÉRIFIENNES.

Par dahir du 20 novembre 1947 (6 moharrem 1367) : M. Paolini Jean, chef de bureau d'interprétariat de 2^e classe, est chargé des fonctions de commissaire du Gouvernement chérifien près les juridictions makhzen de Rabat, à compter du 1^{er} octobre 1947.

Est reclassé, en application de l'arrêté viziriel du 27 août 1947, *commis-greffier de 1^{re} classe* du 1^{er} février 1945 (ancienneté du 1^{er} mai 1943), *commis-greffier de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1946 (ancienneté du 1^{er} mai 1943) et *commis-greffier de 1^{re} classe* du 1^{er} février 1946 : M. Ferah Abdelkader, commis-greffier des juridictions coutumières. (Arrêté directorial du 21 janvier 1948.)

Est reclassé, en application de l'arrêté viziriel du 27 août 1947, *commis-greffier principal hors classe* du 1^{er} février 1945 (ancienneté du 7 décembre 1944) et *commis-greffier principal de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1946 (ancienneté du 7 décembre 1944) : M. Pradère Germain, commis-greffier des juridictions coutumières. (Arrêté directorial du 21 janvier 1948.)

Est titularisé et nommé *agent public hors catégorie (1^{er} échelon)* du 1^{er} janvier 1947 : M. Tamisier Charles, agent auxiliaire de 7^e catégorie (conservateur du palais de S.M. le Sultan à Ifrane). (Arrêté viziriel du 6 janvier 1948.)

Est titularisé et nommé *agent public hors catégorie (1^{er} échelon)* du 1^{er} janvier 1947 : M. Pispicot Laurent, agent auxiliaire de 2^e catégorie (chef de garage adjoint de S.M. le Sultan à Rabat). (Arrêté viziriel du 6 janvier 1948.)

(Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.)

Est titularisé et nommé *topographe de 1^{re} classe* du cadre particulier de topographes de la direction des affaires chérifiennes, du 1^{er} janvier 1946 (ancienneté du 10 mai 1945) : M. Mas Marcel, topographe auxiliaire. (Arrêté directorial du 13 novembre 1947.)

Sont titularisés et nommés du 1^{er} janvier 1946 :

M. Abdallah ou Labcen, *commis-greffier de 2^e classe des juridictions coutumières* (ancienneté du 1^{er} mai 1944).

M. Maati ben Hadj Ahmed, *commis-greffier de 3^e classe des juridictions coutumières* (ancienneté du 16 novembre 1943).

M. Mellak Mohamed, *commis-greffier de 1^{re} classe des juridictions coutumières* (ancienneté du 16 mai 1945).

M. Moha ou Lahoussine, *commis-greffier de 1^{re} classe des juridictions coutumières* (ancienneté du 1^{er} janvier 1944).

M. Moulay Moustapha ben Omar Derkaoui, *commis-greffier de 2^e classe des juridictions coutumières* (ancienneté du 1^{er} avril 1945).

(Arrêtés directoriaux du 1^{er} janvier 1948.)

* * *

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

Est nommé *économiste de prison de 5^e classe* du 1^{er} mai 1942 et *économiste de prison de 4^e classe* du 1^{er} mai 1943, reclassé *économiste de prison de 2^e classe* du 1^{er} mai 1942 (ancienneté du 22 septembre 1940) (bonifications pour services militaires : 6 ans 7 mois 9 jours), et

promu *économiste de prison de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1943 : M. Cau Louis, commis principal de classe exceptionnelle (2^e échelon). (Arrêtés directoriaux des 24 juin et 10 novembre 1947.)

Sont nommés *gardiens de la paix stagiaires* :

(à compter du 1^{er} juillet 1947)

MM. Abdallah ben Abdallah ben X..., Abdallah ben Ahmed ben Mohamed, Abderrahman ben Mohamed ben Mohamed, Abdesselam ben Ali ben Kada, Abbid ben el M'Kaddem ben Abdelkader, Abdesselam ben Abdallah ben X..., Ahmed ben Abdelaziz ben el Arbi, Ahmed ben Allal ben Haj et Tayeb, Ahmed ben Brahim ben Kaddour, Ahmed ben Driss ben X..., Ahmed ben el Hachmi ben Salah, Addou ben el Fadel ben Addou, Ahmed ben Lahcen ben X..., Ahmed ben Miloudi ben M'Hammed, Ahmed ben Mohamed ben Mekki, Ahmed ben Mohamed ben el Hachmi, Ahmed ben Saïd ben Allal, Ahmed ben Mouha ben Ahmed, Ali ben Abdelkader ben ej Jilali, Ali ben el Houssine ben Assou, Ali ben Ahmed ben X..., Allal ben Saïd ben Fatmi, Attab ben Miloudi ben Ammar, Ayyed ben Abderrahmane ben Hamou, Belayd ben M'Hamed ben Abderrahmane, Bendaoud ben el Mati ben Bouchaïb, Bouazza ben Slimane ben Mohamed, Benaïssa ben Faraji ben Brik, Bouchaïb ben Abbas ben Kaddour, Bouchaïb ben M'Barek ben Ahmed, Bouazza ben Mouha ben el Rhazi, Bouchaïb ben Mohamed ben Bouchaïb, Bouchaïb ben Mohamed ben el Arbi ;

MM. Bouchaïb ben Mohamed ben Bouchaïb, Boujema ben Mohamed ben Mohamed, Brahim ben Mohamed ben Mohamed, Brahim ben Ahmed ben Brahim, Brahim ben Ali ben Mohamed, Brahim ben el Mahjoub ben Saïd, Dris ben Ahmed ben ej Jilali, Dris ben el Haj ben el Jilali ben Mohamed Tarfaoui, Dris ben el Houssaine ben Mohamed, Dris ben el Mati ben Ali, Dris ben el Houssine ben el Houssine, El Arbi ben Tebaâ ben Tebaâ, El Bachir ben Bouchta ben el Bachir, El Fdil ben es Srhir ben Ahmed, El Bahloul ben Fatmi ben Mohamed, El Hassane ben Allal ben Mohamed, El Hachmi ben Bouchaïb ben X... « El Hara », El Kebir ben Dammo ben Aïssa, Dris ben el Houcine ben el Haj Ali, El Kbir ben el Boukkari ben Ahmed, El Houssine ben Mohamed ben Lhasen, El Houssine ben Mohamed ben Ali, El Kbir ben Mohamed ben Tahar, El Houssine ben Mohamed ben Mohamed, El Arbi ben Ahmed ben Kerroun, El Arbi ben Bouchaïb ben Mohammed, El Mostafa ben Lahcen ben Ahmed, Ej Jilali ben Hadj Mohamed ben Bouchaïb, Er Regragui ben M'Hamed ben Dehmane, Dris ben Mohammed ben Omar, Haddi ben Atiya ben Assou, Hammou ben Bouazza ben Boujema ;

MM. Harizi Bouazza ben Mohamed ben Bouazza, Hoummad ben Abderrahman ben Mohamed, Hoummad ben Saïd ben Brahim, Houssaine ben Bouchta ben Houssaine, Jilali ben Hassan ben Ahmed, Jelloul ben Dris ben Tahar, Kaddour ben Mohamed ben Bouchaïb, Kassam ben Mohamed ben el Mati, Khalifa ben Abdesselam ben Mohamed, Lahsen ben el Tayeb ben Mohamed, Lahsen ben Mohamed ben Lahsen, Lahcen ben Omar ben Brahim, Mahdi ben Mohamed ben el Haj Mohamed, M'Bareck ben Tounsi ben Moussa, M'Hamed ben Mohamed ben M'Hamed, M'Hamed ben Mohamed ben M'Hamed, M'Hamed ben el Hachmi ben Abbou, Mohamed ben Abdallah ben ej Jilali, Mohamed ben Ahmed ben el Mahi, Mohamed ben Aomar ben Haj Driss, Mohamed ben Aomar ben el Houssine, Mohamed ben Abdelkader ben Bouchaïb, Mohamed ben Ahmed ben Omar, Mohammed ben Bouchaïb ben Bouchaïb, Mohamed ben Dris ben Allal, Mohamed ben Benyounes ben Haj el Mostafa, Mohamed ben Bouchaïb ben Jilali, Mohamed ben el Arbi ben Mekki, Mohamed ben ej Jilali ben Bouchaïb, Mohamed ben Benaïssa ben Abdelkader ;

MM. Mohammed ben el Kbir ben Mohammed, Mohamed ben el Mahjoub ben X..., Mohamed ben es Soussi ben Mohamed, Mohamed ben Hamou el Bouazizi ben Mohamed, Mimoun ben Abdallah ben Mamoun, Mohamed ben Mimoun ben Mohamed, Mohamed ben Mohamed ben el Arbi, Mohamed el Hachmi ben Ahmed, Mohamed ben M'Hamed ben Allal, Miloud ben Salem ben M'Hamed, Mouha ben Haddou ben el Caïd, Mouha ben Mohammed ben el Rhazi, Mouha ben Smaïl ben Mohamed, Mouloud ben Ali ben Ikihidien, Mostafa ben Ahmed ben Saïd, Regragui ben Mohamed ben Ali, Rhalcm ben Mohamed ben el Rhazi, Omar ben Mohamed ben Ahmed, Ouazzani ben Caïd Boussem ben Mohamed, Salah ben ej Jilali ben Rahhal, Salah ben el Mati ben Mohamed, Salah ben el Haïmer ben Omar, Saïd ben Abdallah ben Kaddour, Sellam ben Bouselham ben el Rhazi, Zeraoui Mohamed ben Mohamed ben Ali.

(à compter du 1^{er} octobre 1947)

MM. Abdallah ben Dris ben Abdesselam « Hajouji », Abdelhamid ben Haj Aïssaoui ben Haj Abdallah « Kabbadj », Ali ben Miloudi ben Mohamed, Benjelloun Abdesselam ben el Houssine ben Mohamed, Brahim ben Abbas ben Mohammed, El Arbi ben Mohamed ben Zeroual, El Alaoui « Hassan ben Mohamed ben el Houssaine », El Mahi ben Boualem ben Mohamed, El Houssine ben el Haj Dris ben Abdallah « Hajji », El Mahjoub ben Kaddour ben el Houssine, El Ouazzani Mohammed ben Dris ben el Thami, Mohamed ben Ahmed ben Lahsen, Mohamed ben Mohamed ben Ferchoune, Mohammed ben Moussa ben Mohammed, Semlali Abdesselam ben Mhammed ben Mohamed, Smaïn ben Saïd ben Bouchaïb,

secrétaires interprètes auxiliaires et gardiens de la paix auxiliaires.

(Arrêtés directoriaux des 24 novembre et 5 décembre 1947.)

Est titularisé et reclassé *gardien de la paix de 2^e classe* du 1^{er} juillet 1946, avec ancienneté du 26 août 1944 : M. Le Navenant François, gardien de la paix stagiaire (bonifications pour services militaires : 46 mois 5 jours). (Arrêté directorial du 12 janvier 1948.)

* *

DIRECTION DES FINANCES

Est nommé, dans l'administration des douanes et impôts indirects, *contrôleur en chef de 1^{re} classe* du 1^{er} novembre 1947 (ancienneté du 1^{er} janvier 1942) : M. Frizot Pierre, receveur de classe exceptionnelle. (Arrêté directorial du 27 octobre 1947.)

Sont promus du 1^{er} décembre 1947 :

Sous-chefs de service de 1^{re} classe : MM. Benedetti Dominique, Raybaud Louis et Cabannes Paul.

Sous-chefs de service de 2^e classe : MM. Delord André, Santucci Antoine et Ballongue Émile.

(Arrêtés directoriaux du 4 décembre 1947.)

L'ancienneté de M. Le Breton Robert, commis principal de classe exceptionnelle après 3 ans, est fixée au 1^{er} août 1943. (Arrêté directorial du 4 décembre 1947.)

Sont reclassés, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945 :

Commis principal de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945 (ancienneté du 3 octobre 1941 et de 2^e classe du 1^{er} février 1945 (ancienneté du 3 octobre 1941) : M. Larreya Jean, maintenu percepteur stagiaire du 1^{er} juillet 1946.

Commis de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945 (ancienneté du 20 octobre 1944), *commis principal de 3^e classe* du 1^{er} février 1945 (ancienneté du 20 octobre 1944) : M. Poupard Marius, maintenu percepteur stagiaire du 1^{er} juillet 1946.

Commis principal de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945 (ancienneté du 16 février 1944), de 1^{re} classe du 1^{er} février 1945 (ancienneté du 16 février 1944) et promu *sous-chef de service de 1^{re} classe* du 1^{er} décembre 1946 : M. Godfroy Yves, commis de 1^{re} classe.

Commis principal de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945 (ancienneté du 1^{er} novembre 1941), de 2^e classe du 1^{er} février 1945 (ancienneté du 1^{er} novembre 1941), de 1^{re} classe du 1^{er} février 1945, et promu *sous-chef de service de 1^{re} classe* du 1^{er} décembre 1946 : M. Montalbano François, commis de 2^e classe.

Commis principal de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945 (ancienneté du 16 octobre 1942), de 1^{re} classe du 1^{er} février 1945 (ancienneté du 16 octobre 1942) hors classe du 1^{er} octobre 1945, et maintenu *sous-chef de service de 1^{re} classe* du 1^{er} décembre 1946 : M. Michel Romain, commis principal de 2^e classe.

Vérificateur de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945 (ancienneté du 21 octobre 1942), vérificateur avant 3 ans du 1^{er} février 1945 (ancienneté du 21 avril 1940), vérificateur après 3 ans du 1^{er} février 1945 : M. Eichelbrenner Gaston, vérificateur de 2^e classe.

Collecteur principal de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945 (ancienneté du 21 septembre 1942), de 1^{re} classe du 1^{er} février 1945 (ancienneté du 21 septembre 1942), vérificateur avant 3 ans du 1^{er} avril 1945 : M. Granier Auguste, collecteur principal de 2^e classe.

Collecteur principal de 3^e classe du 1^{er} janvier 1945 (ancienneté du 25 août 1943) de 2^e classe du 1^{er} février 1945 (ancienneté du 25 août 1943), de 1^{re} classe du 1^{er} décembre 1945 : M. Mortier Georges, collecteur principal de 3^e classe.

Collecteur principal de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945 (ancienneté du 9 juillet 1942), vérificateur avant 3 ans du 1^{er} février 1945 (ancienneté du 1^{er} février 1943), après 3 ans du 1^{er} février 1946 : M. Benet René, collecteur principal de 1^{re} classe.

Collecteur principal de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945 (ancienneté du 6 février 1941), vérificateur avant 3 ans du 1^{er} février 1945 (ancienneté du 1^{er} février 1943), après 3 ans du 1^{er} février 1946 : M. Fresne Georges, collecteur principal de 1^{re} classe.

Collecteur principal de 4^e classe du 1^{er} janvier 1945 (ancienneté du 1^{er} mars 1942), de 2^e classe du 1^{er} février 1945 (ancienneté du 1^{er} janvier 1945) : M. Ferry Serge, collecteur principal de 4^e classe.

Collecteur principal de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945 (ancienneté du 19 décembre 1943), de 1^{re} classe du 1^{er} février 1945 (ancienneté du 19 décembre 1943) : M. Helip André, collecteur principal de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 27 novembre 1947.)

Sont promus, dans l'administration des douanes et impôts indirects :

Contrôleurs principaux de 1^{re} classe :

MM. Heyraud Fernand, du 1^{er} janvier 1946 (ancienneté du 1^{er} janvier 1945) ;

Pulicani Antoine, du 1^{er} août 1946 ;

Blondet Henri, du 1^{er} septembre 1946 ;

contrôleurs principaux de 2^e classe.

Contrôleur de 1^{re} classe du 1^{er} juin 1946 : M. Llorca Rémy, contrôleur de 2^e classe.

Vérificateurs principaux de 2^e classe du 1^{er} janvier 1947 : MM. Bourrier Maurice et Buteau François, vérificateurs de classe unique.

Sont reclassées, du 1^{er} janvier 1946, en application de l'arrêté viziriel du 7 octobre 1946 :

Dactylographes de 2^e classe :

M^{lle} Levcc Yvonne, ancienneté du 7 août 1943 ;

M^{mes} Arami Marcelle, ancienneté du 4 janvier 1944 ;

Muraire M'Lea, ancienneté du 16 mars 1944 ;

Gombert Laurence, ancienneté du 1^{er} octobre 1944 ;

Cutte Clémence, ancienneté du 1^{er} mars 1945,

dactylographes de 3^e classe des douanes.

(Arrêtés directoriaux du 3 janvier 1948.)

Est élevé à la classe exceptionnelle de son grade du 1^{er} septembre 1947 : M. Pelous Jean, contrôleur principal hors classe des domaines. (Arrêté directorial du 2 octobre 1947.)

Sont nommés, après examen professionnel, receveurs-contrôleurs de 3^e classe de l'enregistrement et du timbre du 1^{er} décembre 1947 : MM. Bouissière Pierre et Meurisse André, surnuméraires. (Arrêtés directoriaux du 30 décembre 1947.)

Est reclassé du 1^{er} janvier 1945, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, interprète hors classé (ancienneté du 5 janvier 1943) : M. Brahim Chebak, interprète de 1^{re} classe. (Arrêté directorial du 20 novembre 1947.)

(Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.)

Est titularisé et reclassé rédacteur de 3^e classe du 2 juillet 1946 (ancienneté du 19 novembre 1945 ; bonifications pour services militaires : 6 mois 18 jours), et élevé à la 2^e classe de son grade du 1^{er} décembre 1947 : M. Marly André, rédacteur stagiaire. (Arrêtés directoriaux des 17 et 20 décembre 1947.)

Sont reclassés, en application de l'arrêté viziriel du 21 octobre 1947, et promus ainsi qu'il suit, les agents de l'enregistrement et du timbre désignés ci-après :

NOM ET PRENOMS	SITUATION ANCIENNE		RECLASSEMENT			PROMOTION		
	Grade et classe	Ancienneté dans la classe	Grade et classe	Ancienneté	Effet	Grade et classe	Ancienneté	Effet
MM. Lahcen Naceur	Commis d'interprétariat principal de 1 ^{re} classe.	1-8-1944	Commis d'interprétariat principal hors classe.	1-8-1944	1-2-1945	Commis d'interprétariat principal de classe exceptionnelle (échelon avant 3 ans).	1-5-1947	1-5-1947
Mohamed Boubeker ben Abdesselam Chekouri.	Commis d'interprétariat principal de 3 ^e classe.	1-8-1942	Commis d'interprétariat principal de 2 ^e classe.	1-8-1942	1-2-1945	Commis d'interprétariat principal de 1 ^{re} classe.	1-8-1945	1-8-1945
Mohamed Lebbar	Commis d'interprétariat principal de 3 ^e classe.	1-1-1943	Commis d'interprétariat principal de 2 ^e classe.	1-1-1943	1-2-1945	Commis d'interprétariat principal de 1 ^{re} classe.	1-12-1945	1-12-1945
M'hamed Serghini	Commis d'interprétariat principal de 3 ^e classe.	1-7-1943	Commis d'interprétariat principal de 2 ^e classe.	1-7-1943	1-2-1945	Commis d'interprétariat principal de 1 ^{re} classe.	1-7-1946	1-7-1946
Moulay Ahmed ben Taïbi el Ouazzani ..	Commis d'interprétariat principal de 1 ^{re} classe.	1-1-1943	Commis d'interprétariat principal de 3 ^e classe.	1-1-1943	1-2-1945	Commis d'interprétariat principal de 2 ^e classe.	1-2-1946	1-2-1946
Mustapha ben Azzouz Iahlali	Commis d'interprétariat de 1 ^{re} classe.	1-9-1943	Commis d'interprétariat principal de 3 ^e classe.	1-9-1943	1-2-1945	Commis d'interprétariat principal de 2 ^e classe.	1-10-1946	1-10-1946

(Arrêté directorial du 4 décembre 1947.)

Sont reclassés, en application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires (art. 8), les agents de l'enregistrement et du timbre désignés ci-après :

NOM ET PRÉNOMS	SITUATION ANCIENNE		Bonification accordée	RECLASSÉMENT		
	Grade et classe	Ancienneté dans la classe		Grade et classe	Ancienneté	Effet
MM. Mohamed ben el Mahjoub ..	Commis d'interprétariat de 2 ^e classe.	1-12-1943	77 mois	Commis d'interprétariat principal de 2 ^e classe.	1-9-1943	1-1-1945
				Commis d'interprétariat principal de 1 ^{re} classe.	1-9-1943	1-2-1945
				Commis d'interprétariat principal hors classe.	1-9-1943	1-2-1945
Omar el Fassi	Commis d'interprétariat de 1 ^{re} classe.	1-5-1942	13 mois 24 jours	Commis d'interprétariat principal de 2 ^e classe.	7-9-1943	1-1-1945
				Commis d'interprétariat principal de 1 ^{re} classe.	7-9-1943	1-2-1945
				Commis d'interprétariat principal hors classe.	7-9-1943	1-2-1945
Senoussaoui Ahmed	Commis d'interprétariat de 2 ^e classe.	1-5-1942	35 mois 23 jours	Commis d'interprétariat de 1 ^{re} classe.	8-5-1942	1-1-1945
				Commis d'interprétariat principal de 2 ^e classe.	8-5-1942	1-2-1945
				Commis d'interprétariat principal de 1 ^{re} classe.	8-5-1942	1-2-1945
Taleb Mohamed ben Hadj Benaïssa	Commis d'interprétariat de 2 ^e classe.	1-10-1942	20 mois 14 jours	Commis d'interprétariat de 1 ^{re} classe.	17-4-1944	1-1-1945
				Commis d'interprétariat principal de 2 ^e classe.	17-4-1944	1-2-1945
				Commis d'interprétariat principal de 1 ^{re} classe.	17-4-1944	1-2-1945
Abdelmejid el Fassi	Commis d'interprétariat de 2 ^e classe.	1-6-1943	19 mois 20 jours	Commis d'interprétariat de 1 ^{re} classe.	11-9-1944	1-1-1945
				Commis d'interprétariat principal de 2 ^e classe.	11-9-1944	1-2-1945
				Commis d'interprétariat principal de 1 ^{re} classe.	11-9-1944	1-2-1945
Mohamed ben Djelloun	Commis d'interprétariat de 3 ^e classe.	1-8-1942	42 mois	Commis d'interprétariat de 2 ^e classe.	1-2-1942	1-1-1945
				Commis d'interprétariat principal de 3 ^e classe.	1-2-1942	1-2-1945
				Commis d'interprétariat principal de 2 ^e classé.	1-2-1942	1-2-1945
Khetib Menouar	Commis d'interprétariat de 5 ^e classe.	1-4-1944	87 mois	Commis d'interprétariat de 3 ^e classe.	1-1-1943	1-1-1945
				Commis d'interprétariat de 1 ^{re} classe.	1-1-1943	1-2-1945
				Commis d'interprétariat principal de 3 ^e classe.	1-1-1943	1-2-1945
Abderrahman ben Mohamed Lantry	Commis d'interprétariat de 3 ^e classe.	1-7-1943	22 mois	Commis d'interprétariat de 3 ^e classe.	1-9-1941	1-3-1944
				Commis d'interprétariat de 1 ^{re} classe.	4-8-1943	4-2-1946
				Commis d'interprétariat principal de 3 ^e classe.	4-8-1943	4-2-1946
Rassy Emile	Commis d'interprétariat de 5 ^e classe.	1-12-1943	65 mois 9 jours	Commis d'interprétariat de 3 ^e classe.	22-10-1943	1-1-1945
				Commis d'interprétariat de 1 ^{re} classe.	22-10-1943	1-2-1945
				Commis d'interprétariat principal de 3 ^e classe.	22-10-1943	1-2-1945

NOM ET PRÉNOMS	SITUATION ANCIENNE		Jeuneur accréditée	RECLASSEMENT		
	Grade et classe	Ancienneté dans la classe		Grade et classe	Ancienneté	Effet
MM. Thattui ben Tabar ben Chokroun	Commis d'interprétariat de 5 ^e classe.	1-1-1945	94 mois 16 jours	Commis d'interprétariat de 3 ^e classe.	15-11-1943	1-1-1945
				Commis d'interprétariat de 1 ^{re} classe.	15-11-1943	1-2-1945
				Commis d'interprétariat principal de 3 ^e classe.	15-11-1943	1-2-1945
Chaouad Lounis	Commis d'interprétariat de 5 ^e classe.	1-5-1942	37 mois 23 jours	Commis d'interprétariat de 4 ^e classe.	8-12-1942	1-1-1945
				Commis d'interprétariat de 2 ^e classe.	8-12-1942	1-2-1945
				Commis d'interprétariat de 1 ^{re} classe.	8-12-1942	1-2-1945

(Arrêtés directoriaux des 4 et 5 décembre 1947.)

*
*
*

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

Sont nommés, après examen professionnel, *ingénieurs adjoints de 4^e classe (1^{er} échelon)* du 1^{er} janvier 1948 : MM. Guermont Robert, Michel Robert, Fouquet Jean et Roux André, conducteurs des travaux publics. (Arrêtés directoriaux du 13 janvier 1948.)

Est promu *ingénieur principal de 3^e classe* du 1^{er} novembre 1947 (ancienneté du 1^{er} février 1944) et *ingénieur principal de 2^e classe* du 1^{er} novembre 1947 (ancienneté du 1^{er} février 1946) : M. Brunet Maurice, ingénieur subdivisionnaire de classe exceptionnelle (2^e échelon). (Arrêté directorial du 8 décembre 1947.)

Est nommé, à titre provisoire, *ingénieur subdivisionnaire de 4^e classe* du 1^{er} janvier 1947 : M. Coeytaux André, ingénieur à contrat (application de l'arrêté viziriel du 12 septembre 1946). (Arrêté directorial du 17 novembre 1947.)

Est reclassé, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, *agent technique principal de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1946 (ancienneté du 22 mai 1944) et promu *agent technique principal de 1^{re} classe* du 1^{er} octobre 1947 : M. Raye André, agent technique de 2^e classe. (Arrêté directorial du 26 décembre 1947.)

Est reclassé, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, *agent technique principal de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1945 (ancienneté du 16 juin 1943), et promu *agent technique principal hors classe* du 1^{er} mars 1946 : M. Gardey Georges, agent technique principal de 3^e classe. (Arrêté directorial du 26 décembre 1947.)

(Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.)

Sont titularisés et nommés du 1^{er} janvier 1946 :

Chef cantonnier de 2^e classe (ancienneté du 12 mai 1943) : M. Boudouard Marcel, agent journalier. (Arrêté directorial du 28 novembre 1947.)

Cadien de phare de 1^{re} classe (ancienneté du 1^{er} juillet 1935) : M. Salah ben Lachemi, agent journalier. (Arrêté directorial du 21 juillet 1947.)

Est titularisé et nommé *chef cantonnier de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1946 (ancienneté du 4 juin 1943) : M. Barrejou Eugène, agent journalier. (Arrêté directorial du 11 septembre 1947.)

Est titularisé et nommé *commis de 1^{re} classe* du 18 juillet 1946 (ancienneté du 23 juin 1946) : M. Vendenbroucke Fernand, agent journalier. (Arrêté directorial du 28 novembre 1947.)

DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES FORÊTS

Est nommé *conservateur général de la propriété foncière au Maroc* du 1^{er} janvier 1948 : M. Natali Jacques, conservateur de classe exceptionnelle. (Arrêté directorial du 9 janvier 1948.)

Est promu *inspecteur principal de 4^e classe de la défense des végétaux* du 1^{er} décembre 1947 : M. Rungs Charles, inspecteur de 1^{re} classe de la défense des végétaux. (Arrêté directorial du 9 janvier 1948.)

Est reclassé *garde de 3^e classe des eaux et forêts* du 1^{er} juillet 1946 (ancienneté du 27 juillet 1945) : M. Durand Roger, garde de 3^e classe (bonifications pour services militaires : 24 mois 4 jours). (Arrêté directorial du 1^{er} décembre 1947.)

(Application des dahirs des 5 avril et 27 octobre 1945 sur la titularisation des agents auxiliaires.)

Sont titularisés et nommés :

(à compter du 1^{er} janvier 1945)

Employé public de 1^{re} catégorie, 9^e échelon (ancienneté du 18 avril 1940) : M. Ferré Firmin, chauffeur auxiliaire.

(à compter du 1^{er} janvier 1946)

Agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon (ancienneté du 1^{er} mai 1945) : M. Dexidour Edouard, chauffeur auxiliaire.

Agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon (ancienneté du 9 mars 1944) : M. Ortola Nicolas, contremaître agricole auxiliaire.

Employé public de 3^e catégorie, 4^e échelon (ancienneté du 11 septembre 1943) : M. Husson Pierre, magasinier auxiliaire.

Employé public de 3^e catégorie, 2^e échelon (ancienneté du 5 décembre 1943) : M. Dayan David, opérateur journalier.

(Arrêtés directoriaux des 29 octobre et 29 novembre 1947.)

Sont titularisés et nommés :

(à compter du 1^{er} janvier 1946)

Agent public de 1^{re} catégorie, 4^e échelon (ancienneté du 3 septembre 1944) : M. Prunéra François, mécanicien auxiliaire.

Agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon (ancienneté du 21 octobre 1945) : M. Couraud Jean, lithographe auxiliaire.

Agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon (ancienneté du 2 mai 1943) : M. Fuertès Amédée, chauffeur auxiliaire.

Agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon (ancienneté du 6 février 1943) : M. Alarcon José, chauffeur auxiliaire.

Agent public de 3^e catégorie, 3^e échelon (ancienneté du 13 février 1943) : M. Pasquier Georges, chauffeur auxiliaire.

(à compter du 20 janvier 1946)

Agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon (ancienneté du 24 novembre 1942) : M. Colonna Jean, chauffeur auxiliaire.

(Arrêtés directoriaux des 6 novembre et 26 décembre 1947.)

* * *

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Est délégué dans les fonctions de *professeur technique adjoint de 4^e classe (cadre normal, 2^e catégorie)* du 1^{er} octobre 1947, avec 1 an d'ancienneté : M. Staron Eugène. (Arrêté directorial du 6 décembre 1947.)

Est rapporté l'arrêté du 20 septembre 1947 promouvant M. Avon Maurice de la 4^e à la 3^e classe des instituteurs à compter du 1^{er} décembre 1947. (Arrêté viziriel du 7 novembre 1947.)

Est placé dans la position de congé hors cadre du 1^{er} janvier 1946 au 30 septembre 1947, incorporé dans la 3^e classe des chargés d'enseignement (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} décembre 1945, avec 2 ans d'ancienneté, et nommé dans la 3^e classe du cadre normal des professeurs licenciés du 1^{er} octobre 1947, avec 2 ans d'ancienneté : M. Chevalier Georges. (Arrêté directorial du 5 décembre 1947.)

Est nommée institutrice de 6^e classe du 1^{er} janvier 1947 : M^{me} Wallon Claire. (Arrêté directorial du 13 décembre 1947.)

Est nommé répétiteur surveillant de 6^e classe (cadre unique, 2^e ordre) du 1^{er} novembre 1947 : M. Piétri Antoine. (Arrêté directorial du 13 décembre 1947.)

Est placée dans la position de congé hors cadre du 1^{er} octobre 1945 au 30 septembre 1947, rangée dans la 5^e classe des chargés d'enseignement (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} janvier 1947, avec effet du 1^{er} décembre 1945, avec 2 ans 1 mois 2 jours d'ancienneté à cette date, et réintégré dans les fonctions de chargé d'enseignement de 5^e classe du 1^{er} octobre 1947, avec 3 ans 11 mois 2 jours d'ancienneté : M^{lle} Pierrot Mauricette. (Arrêté directorial du 8 décembre 1947.)

Est nommée institutrice de 6^e classe du 1^{er} mars 1947 : M^{me} Clergues Yvette. (Arrêté directorial du 23 octobre 1947.)

Sont nommés instituteur ou institutrice stagiaire du cadre particulier du 1^{er} octobre 1947 : M^{me} Orreindy Eliane et M. Snyers Hector (Arrêtés directoriaux du 1^{er} décembre 1947.)

Sont nommées du 1^{er} octobre 1946 :

Assistante maternelle de 1^{re} classe : M^{lle} Pochon Suzanne, avec 5 ans d'ancienneté.

Assistante maternelle de 3^e classe : M^{me} Piétri Ursule, avec 6 mois d'ancienneté.

Assistants maternelles de 4^e classe :

M^{mes} Sanna Jeanne, avec 6 mois d'ancienneté ;

Delord Jacqueline, avec 1 an 9 mois d'ancienneté ;

Hintzy Andrée ;

M^{lle} Vallé Rose, avec 2 ans 9 mois d'ancienneté, et promue à la 5^e classe le 1^{er} janvier 1947.

Assistants maternelles de 5^e classe :

M^{mes} Tissandier Denise, avec 6 mois d'ancienneté ;

Blondeau Anne-Marie, avec 6 mois d'ancienneté.

(Arrêtés directoriaux du 3 novembre 1947.)

Est nommé instituteur de 5^e classe du 1^{er} octobre 1946, avec 1 an 9 mois d'ancienneté : M. Sage Albert. (Arrêté directorial du 13 novembre 1947.)

Est délégué dans les fonctions de *professeur technique adjoint (cadre normal, 1^{re} catégorie) de 1^{re} classe* du 1^{er} octobre 1947, avec 3 ans 1 mois d'ancienneté : M. Roumailhac Jean, contremaître de 1^{re} classe (cadre normal, 1^{re} catégorie). (Arrêté directorial du 3 décembre 1947.)

Est nommée maîtresse de travaux manuels de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} octobre 1946 : M^{me} Giraud Odette. (Arrêté directorial du 7 août 1947.)

Est nommée professeur licencié de 6^e classe (cadre normal) du 1^{er} octobre 1947 : M^{me} Panouse Marie-Louise. (Arrêté directorial du 15 décembre 1947.)

Est nommé instituteur de 3^e classe du 1^{er} octobre 1947, avec 9 mois d'ancienneté : M. Guégan Louis. (Arrêté directorial du 17 octobre 1947.)

Est rangé dans la 5^e classe des instituteurs du 1^{er} octobre 1946, avec 2 ans 9 mois d'ancienneté, et promu à la 4^e classe de son grade du 1^{er} juillet 1947 : M. Cuq Louis. (Arrêté directorial du 13 novembre 1947.)

Est rangé dans la 5^e classe des instituteurs du 1^{er} octobre 1945, avec 27 mois d'ancienneté, et promu à la 4^e classe du 1^{er} avril 1947 : M. Gagnière Gérard. (Arrêté directorial du 22 août 1947.)

Est rangé dans la 4^e classe des instituteurs du 1^{er} octobre 1945, avec 1 an 9 mois d'ancienneté, et promu à la 3^e classe du 1^{er} mars 1947, avec 2 mois d'ancienneté : M. Potelle Jean. (Arrêté directorial du 5 décembre 1947.)

Est rangé dans la 5^e classe des instituteurs du 1^{er} octobre 1945, avec 2 ans 9 mois d'ancienneté, et promu à la 4^e classe du 1^{er} janvier 1947 (ancienneté du 1^{er} janvier 1946) : M. Chosson Henri. (Arrêté directorial du 5 décembre 1947.)

Est nommé instituteur de 6^e classe du 1^{er} octobre 1946, avec 3 ans 6 mois 2 jours d'ancienneté : M. Cras Lucien. (Arrêté directorial du 8 décembre 1947.)

Est rangé dans la 1^{re} classe des instituteurs du 1^{er} novembre 1946, avec 3 ans 10 mois d'ancienneté : M. Fontan Prosper. (Arrêté directorial du 13 décembre 1947.)

Est nommée institutrice de 6^e classe du 1^{er} janvier 1945 (ancienneté du 1^{er} octobre 1942) et promue à la 5^e classe de son grade du 1^{er} juillet 1945 : M^{lle} Benamou Julie (application de l'arrêté résidentiel du 28 février 1946). (Arrêté directorial du 19 décembre 1947.)

Est reclassé répétiteur chargé de classe de 4^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec 1 mois 9 jours d'ancienneté, nommé chargé d'enseignement (cadre normal, 2^e catégorie) de 4^e classe du 1^{er} décembre 1945, avec 1 an 9 jours d'ancienneté, et nommé professeur licencié (cadre normal) de 4^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec 2 ans 1 mois 9 jours d'ancienneté : M. Ducos Lucien (bonifications pour services militaires : 3 ans 3 mois 9 jours). (Arrêté directorial du 19 novembre 1947.)

Est reclassée institutrice de 4^e classe du 1^{er} novembre 1945, avec 3 ans 4 mois 23 jours d'ancienneté : M^{me} Foch Louise (bonifications pour suppléances : 3 ans 3 mois 23 jours). (Arrêté directorial du 17 novembre 1947.)

Est reclassé instituteur de 5^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec 1 an 1 mois 6 jours d'ancienneté : M. Le Guen Ludovic (bonifications pour services militaires : 3 ans 1 mois 6 jours). (Arrêté directorial du 30 octobre 1947.)

Est reclassée professeur licencié de 6^e classe (cadre normal) du 1^{er} octobre 1946, avec 3 ans 1 mois d'ancienneté : M^{me} Rateau Yvonne (bonifications pour suppléances : 10 mois). (Arrêté directorial du 2 décembre 1947.)

Est reclassée *répétitrice chargée de classe de 5^e classe* du 1^{er} janvier 1943, avec 4 ans 8 mois 16 jours d'ancienneté, et réintégrée du 1^{er} octobre 1947 en qualité de *chargée d'enseignement (cadre normal, 2^e catégorie)*, avec 5 ans 5 mois 16 jours d'ancienneté : M^{me} Delchamp Juliette (bonifications pour services auxiliaires et de maîtresse d'internat : 6 ans 2 mois 16 jours). (Arrêté directorial du 7 novembre 1947.)

Est reclassé *chargé d'enseignement (cadre normal, 2^e catégorie) de 5^e classe* du 1^{er} octobre 1946, avec 2 ans 2 mois 9 jours d'ancienneté : M. Benkemoun Maurice (bonifications pour services militaires : 4 ans 4 mois 9 jours). (Arrêté directorial du 17 novembre 1947.)

Sont nommés pour ordre :

Inspecteur de 4^e classe du 16 juin 1947 (ancienneté du 1^{er} janvier 1947) : M. Citron Pierre, professeur agrégé en service détaché.

Agent technique principal de 3^e classe du 1^{er} janvier 1946 (ancienneté du 1^{er} février 1945) : M. Richez Jean, professeur d'éducation physique en service détaché.

(Arrêtés directoriaux du 6 janvier 1948.)

Est promu *agent technique principal de 2^e classe* du 1^{er} février 1947 : M. Richez Jean, agent technique principal de 3^e classe. (Arrêté directorial du 6 janvier 1948.)

Est promu *maître de travaux manuels (cadre normal, 2^e catégorie) de 5^e classe* du 1^{er} septembre 1947 : M. Gérard Albert. (Arrêté directorial du 8 décembre 1947.)

Est promue *maîtresse de travaux manuels de 4^e classe (cadre normal, 2^e catégorie)* du 1^{er} octobre 1947 : M^{me} Hermand Antoinette. (Arrêté directorial du 8 décembre 1947.)

Est promu *maître de travaux manuels de 5^e classe (cadre normal, 2^e catégorie)* du 1^{er} novembre 1947 : M. Lambert André. (Arrêté directorial du 8 décembre 1947.)

Est rangée dans la 6^e classe des institutrices du 1^{er} juin 1947, avec 1 an 10 mois d'ancienneté : M^{me} Boudet Eliane. (Arrêté directorial du 12 novembre 1947.)

Est nommée *professeur chargé de cours de 6^e classe* du 1^{er} octobre 1942, reclassée à cette date *professeur chargé de cours de 6^e classe*, avec 1 mois 27 jours d'ancienneté, rangée au 1^{er} décembre 1945 dans le *cadre normal du personnel licencié ou certifié* (effet pécuniaire du 1^{er} octobre 1945) : M^{me} Asseraf Aimée (application de l'arrêté résidentiel du 28 février 1946). (Arrêté directorial du 6 janvier 1948.)

Est nommé *maître d'éducation physique et sportive de 3^e classe* du 1^{er} janvier 1945 (effet pécuniaire du 1^{er} avril 1946) : M. Delmas Raymond (application de l'arrêté résidentiel du 28 février 1946). (Arrêté directorial du 19 décembre 1947.)

Sont nommés *instituteurs ou institutrices stagiaires* du 1^{er} octobre 1947 : MM. Danthez Gabriel et Varlet Henri, M^{lle} Nicoli Eugénie et Duponts Hélène. (Arrêté directorial du 31 décembre 1947.)

Est nommé *instituteur stagiaire du cadre particulier* du 1^{er} octobre 1947 : M. Regala Mohamed. (Arrêté directorial du 8 décembre 1947.)

Est nommé *instituteur stagiaire du cadre particulier* du 1^{er} février 1948 : M. Loudie Aomar. (Arrêté directorial du 29 décembre 1947.)

Est nommée *institutrice de 6^e classe* du cadre particulier du 1^{er} octobre 1947 : M^{me} Vinay Lucienne. (Arrêté directorial du 27 décembre 1947.)

Est nommée *institutrice de 6^e classe* du 1^{er} juin 1947 : M^{me} Vernat Odette. (Arrêté directorial du 27 décembre 1947.)

Est nommée *institutrice de 3^e classe* du 1^{er} octobre 1947, avec 1 an 2 mois 6 jours d'ancienneté, et *chargée d'enseignement de 4^e classe (cadre normal, 2^e catégorie)* du 1^{er} octobre 1947, avec 2 ans 6 mois 3 jours d'ancienneté : M^{me} Coustère Andrée. (Arrêté directorial du 9 décembre 1947.)

Est nommée *chargée d'enseignement (cadre normal, 2^e catégorie) de 6^e classe* du 1^{er} octobre 1947 : M^{me} Rabeyrolle Jeanne. (Arrêté directorial du 21 décembre 1947.)

Est nommé *professeur agrégé de 3^e classe (cadre normal)* du 1^{er} octobre 1946 (ancienneté du 1^{er} janvier 1944) et promu à la 2^e classe des professeurs agrégés (cadre normal) du 1^{er} janvier 1947 : M. Grégoire René. (Arrêté directorial du 8 décembre 1947.)

Est nommé *commis chef de groupe de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1947 : M. Richard André. (Arrêté directorial du 27 décembre 1947.)

Est rangé dans la 6^e classe des instituteurs du 1^{er} octobre 1947, avec 9 mois d'ancienneté : M. Dumora Pierre. (Arrêté directorial du 22 septembre 1947.)

Est rangé dans la 6^e classe des instituteurs du 1^{er} octobre 1947, avec 9 mois d'ancienneté : M. Drillon Michel. (Arrêté directorial du 30 septembre 1947.)

Est rangé dans la 5^e classe des instituteurs du 1^{er} octobre 1945, avec 1 an 9 mois d'ancienneté : M. Arthaud Roger. (Arrêté directorial du 27 décembre 1947.)

La date d'effet du stage de M. Choukroune Albert aux fonctions d'adjoint d'économat est reportée au 1^{er} novembre 1945 (application de l'arrêté résidentiel du 28 février 1946). (Arrêté directorial du 24 décembre 1947.)

Est nommé *instituteur de 6^e classe* du 1^{er} janvier 1944 et promu à la 5^e classe du 1^{er} janvier 1946 (effet pécuniaire du 1^{er} janvier 1944) : M. Arnoul Georges. (Arrêté directorial du 19 décembre 1947.)

Est nommé *instituteur de 6^e classe* du 1^{er} janvier 1945 (effet pécuniaire du 1^{er} mars 1946) et promu à la 5^e classe du 1^{er} janvier 1947 : M. Thévenot Maurice (application de l'arrêté résidentiel du 28 février 1946). (Arrêté directorial du 24 décembre 1947.)

Est nommé *instituteur de 6^e classe* du 1^{er} janvier 1946 (effet pécuniaire du 1^{er} avril 1946) : M. Benhamou Fraïm (application de l'arrêté résidentiel du 28 février 1946). (Arrêté directorial du 19 décembre 1947.)

Est nommé *instituteur de 6^e classe* du 1^{er} janvier 1941 (effet pécuniaire du 1^{er} avril 1942) et promu à la 5^e classe du 1^{er} janvier 1943 : M. Enrouchy René (application de l'arrêté résidentiel du 28 février 1946). (Arrêté directorial du 19 décembre 1947.)

Est nommé *instituteur de 6^e classe* du 1^{er} janvier 1945 (effet pécuniaire du 1^{er} avril 1946) et promu à la 5^e classe du 1^{er} janvier 1947 : M. Hugue Guy (application de l'arrêté résidentiel du 28 février 1946). (Arrêté directorial du 4 décembre 1947.)

Est nommé *instituteur de 6^e classe* du 1^{er} janvier 1944 et promu à la 5^e classe du 1^{er} janvier 1946 : M. Antonini Pierre (application de l'arrêté résidentiel du 28 février 1946). (Arrêté directorial du 19 décembre 1947.)

Est nommé *instituteur de 6^e classe* du 1^{er} janvier 1945 (effet pécuniaire du 1^{er} avril 1946) et promu à la 5^e classe du 1^{er} janvier 1947 : M. Serrero Gaston (application de l'arrêté résidentiel du 28 février 1946). (Arrêté directorial du 4 décembre 1947.)

Est nommé *professeur d'éducation physique et sportive de 5^e classe* du 1^{er} octobre 1944, avec 1 an 22 jours d'ancienneté : M. Lassailly Emile (application de l'arrêté résidentiel du 24 février 1946). (Arrêté directorial du 4 décembre 1947.)

Est nommé *commis stagiaire* du 1^{er} août 1942 (effet pécuniaire du 1^{er} avril 1946) : M. Dauguy Bernard (application de l'arrêté résidentiel du 28 février 1946). (Arrêté directorial du 19 décembre 1947.)

Est nommé *instituteur de 5^e classe* du 21 juin 1947, avec 7 mois d'ancienneté : M. Maniéri Roland. (Arrêté directorial du 8 décembre 1947.)

Sont nommés *mouderrès stagiaires (cadre unique)* du 1^{er} décembre 1947 : MM. Bachir Kabbaj, Regragui Abdelfatah, Moktar ben Abdeslem, Mohamed ben Mohamed Trombati, Abbès ben Labib Sbaï, Cherkaoui Mustapha, Moulay Ahmed ben el Hassan Chérif. (Arrêtés directoriaux des 21 et 22 décembre 1947.)

Est nommée *assistante maternelle de 4^e classe* du 1^{er} octobre 1946, avec 3 mois d'ancienneté : M^{me} Laurine Jeanne. (Arrêté directorial du 3 novembre 1947.)

Est nommée *répétitrice surveillante de 5^e classe (cadre unique, 2^e ordre)* du 1^{er} octobre 1947 : M^{me} Lebault Jeanne. (Arrêté directorial du 13 décembre 1947.)

Est nommée *institutrice de 6^e classe (cadre particulier)* du 1^{er} octobre 1947 : M^{lle} Exiga Josette. (Arrêté directorial du 9 décembre 1947.)

Est nommée *institutrice stagiaire* du 1^{er} octobre 1946 et *institutrice de 6^e classe* du 1^{er} janvier 1947 : M^{me} Prisse d'Avennes Andrée. (Arrêté directorial du 13 novembre 1947.)

Est nommée *institutrice stagiaire* du 1^{er} octobre 1946 et *institutrice de 6^e classe* du 1^{er} janvier 1947 : M^{me} Leibovici Sarah. (Arrêté directorial du 13 novembre 1947.)

Est rangé dans la *4^e classe des instituteurs* du 1^{er} octobre 1945, avec 4 ans 11 mois 14 jours d'ancienneté, promu à la *3^e classe* du 1^{er} octobre 1945, avec 23 mois 14 jours d'ancienneté, et à la *2^e classe* du 1^{er} juillet 1947, avec 2 mois 14 jours d'ancienneté : M. Manger André. (Arrêté directorial du 8 décembre 1947.)

Est reclassé *instituteur de 5^e classe* au 1^{er} janvier 1947, avec 4 mois 23 jours d'ancienneté : M. Mellak Driss (bonifications pour services militaires : 2 ans 4 mois 23 jours). (Arrêtés directoriaux des 15 octobre et 8 novembre 1947.)

(Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.)

Est titularisée et nommée *dame employée de 3^e classe* du 1^{er} janvier 1946, avec 1 an 6 mois 24 jours d'ancienneté : M^{me} Mansillon Jeanne. (Arrêté directorial du 2 mai 1947.)

* *

DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Est reclassé, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, *médecin de 3^e classe* du 1^{er} janvier 1945 (ancienneté du 7 mars 1943), *médecin de 3^e classe* du 1^{er} février 1945 (ancienneté du 7 octobre 1942) et promu *médecin de 2^e classe* du 1^{er} février 1945 (traitement et ancienneté) : M. Berre Xavier, médecin de 4^e classe. (Arrêté directorial du 6 janvier 1948.)

Est promu *maître infirmier de 1^{re} classe* du 1^{er} novembre 1947 : M. Hamed ben Lahssen, maître infirmier de 2^e classe. (Arrêté directorial du 13 janvier 1948.)

Est reclassé *adjoint de santé de 4^e classe (cadre des diplômés d'Etat)* du 1^{er} janvier 1947 (ancienneté du 18 novembre 1945 ; reliquat de services militaires : 25 jours) : M. Sauzet Edmond, adjoint de santé de 4^e classe (cadre des diplômés d'Etat). (Arrêté directorial du 5 décembre 1947.)

* *

OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES

Est reclassée *surveillante* : M^{me} Soubiran Imelda, 7^e échelon du 1^{er} janvier 1945 ; 8^e échelon du 1^{er} février 1945. (Arrêté directorial du 10 décembre 1947.)

Est nommé, après concours, *contrôleur stagiaire* du 1^{er} novembre 1947 : M. Saveli Marc. (Arrêté directorial du 25 octobre 1947.)

M. Mirété Lucien, facteur 6^e échelon, en disponibilité pour convenances personnelles, est réintégré à compter du 1^{er} novembre 1947. (Arrêté directorial du 25 octobre 1947.)

Sont promus :

Contrôleur principal : M. Pestel Jean, 2^e échelon du 1^{er} novembre 1947.

Contrôleur stagiaire : M. Cruanes Michel, du 1^{er} novembre 1947.

Commis N.F. stagiaire : M^{me} Christol Yvette, née Sabelle, du 17 septembre 1947.

Soudeur : M. Laplane Louis, 3^e échelon du 1^{er} octobre 1946.

(Arrêtés directoriaux des 11 septembre, 25 octobre, 7 et 25 novembre 1947.)

Est reclassé, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, *facteur* : M. Ledu Jean, 6^e échelon du 1^{er} janvier 1945 ; 5^e échelon du 1^{er} février 1945, puis *courrier-convoyeur*, 4^e échelon du 1^{er} octobre 1946 ; 5^e échelon du 6 octobre 1946. (Arrêté directorial du 22 décembre 1947.)

Sont intégrés dans les cadres de l'Office chérifien :

M. Tournu Georges, contrôleur, 4^e échelon du 26 juillet 1947 ; M^{me} Brenichot, née Chauvet Marcelle, commis stagiaire, du 1^{er} octobre 1947.

Arrêtés directoriaux du 12 décembre 1947.)

Sont réintégré :

M. Raimondo Georges, contrôleur, 4^e échelon du 16 novembre 1947 ;

M^{me} Potier Fernande, commis N.F., 9^e échelon du 1^{er} décembre 1947.

(Arrêtés directoriaux des 26 décembre 1947.)

Est reclassé *chef de centre de 2^e classe* : M. Veith Emile, 4^e échelon du 1^{er} janvier 1943. (Arrêté directorial du 28 décembre 1947.)

(Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.)

Sont titularisés et nommés :

Agents des installations intérieures :

MM. Kristan Stanislas, 8^e échelon du 1^{er} janvier 1945 ; 9^e échelon du 1^{er} février 1945 ; 10^e échelon du 26 février 1947 ;

Ourénia André, 6^e échelon du 1^{er} janvier 1945 ; 7^e échelon du 16 août 1946.

agents des lignes.

(Arrêtés directoriaux du 11 décembre 1947.)

Sont titularisés et nommés :

Commis N.F. : M. Pastor François, 8^e échelon du 1^{er} janvier 1945 ; 9^e échelon du 1^{er} mai 1945, facteur.

Agents des installations intérieures :

MM. Ventura Antoine, 7^e échelon du 1^{er} janvier 1945 ; 8^e échelon du 21 octobre 1946 ;

Llorens Fabien, 7^e échelon du 1^{er} janvier 1945 ; 8^e échelon du 1^{er} juin 1946 ;

Blanchard Adolphe, 6^e échelon du 1^{er} janvier 1945 ; 7^e échelon du 11 janvier 1946 ;

Debéc Jean, 6^e échelon du 1^{er} janvier 1945 ; 7^e échelon du 1^{er} novembre 1945 ; 8^e échelon du 1^{er} novembre 1947, agents des lignes.

(Arrêtés directoriaux du 11 décembre 1947.)

*
*
*

TRÉSORERIE GÉNÉRALE.

Sont reclassés du 1^{er} janvier 1946, en application de l'arrêté résidentiel du 3 mars 1947 :

Chefs de section de 3^e classe :

MM. Le Hue Robert (ancienneté du 1^{er} janvier 1946) ;

Quérioux Maurice (ancienneté du 1^{er} janvier 1946).

(Arrêtés du trésorier général du 24 décembre 1947.)

*
*
*

OFFICE MAROCAIN DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE.

Est nommé *rédacteur principal de 1^{re} classe* du cadre particulier de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre du 1^{er} décembre 1947 : M. Beauchet-Filleau Henri, commis chef de groupe de 1^{re} classe. (Arrêté résidentiel du 19 décembre 1947.)

Admission à la retraite.

Sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite et rayés des cadres de la police générale :

(à compter du 1^{er} décembre 1947)

MM. Abdallah ben Hamou ben M'Hamed, brigadier de 2^e classe ;
Abdallah ben Mekki ben Ahmed, gardien de la paix de 3^e classe ;

Ahmed ben Ahmed ben Ahmed, gardien de la paix de 3^e classe ;

Ahmed ben Mohamed ben Bouzguia, gardien de la paix de 1^{re} classe ;

Ali ben Mohamed ben Mohamed, inspecteur principal de 1^{re} classe ;

Behloul ben Mohamed ben Thami, sous-brigadier de police urbaine ;

Bouchaïb ben Ahmed ben Liacout, gardien de la paix hors classe ;

MM. Bouchaïb ben Mohamed ben Mahjoub, gardien de la paix hors classe ;

Bousselam ben Rouan ben X..., gardien de la paix hors classe ;

Djilali ben M'Bark ben Mohamed, gardien de la paix hors classe ;

El Kebir ben Ahmed, inspecteur hors classe ;

Embark ben Lahcen, inspecteur principal de 1^{re} classe ;

Habib ben Mohammed ben Ahmed, brigadier-chef de 2^e classe ;

Larbi ben Kaddour ben Ali, gardien de la paix de 1^{re} classe ;

M'Barek ben Ahmed ben Hadj Hamadi, brigadier de 2^e classe ;

Mohamed ben Aomar ben Laoufi, gardien de la paix de 1^{re} classe ;

Mohamed ben Brahim, gardien de la paix hors classe ;

Mohamed Qberki Mohamed, inspecteur sous-chef hors classe (1^{er} échelon) ;

Mohamed ben Dähman ben Mohamed, gardien de la paix hors classe ;

Mohamed ben Embarek Tounsi, inspecteur hors classe ;

Mohamed ben Larbi ben Mohamed Doukali, gardien de la paix de 1^{re} classe ;

Mohamed ben Majoub ben Smaïn, inspecteur sous-chef ;

Miloud ben Taïeb ben Hamou, gardien de la paix hors classe ;

Omar ben Salah ben Bachir, gardien de la paix de 2^e classe ;

Rahal ben Allal ben Razi, brigadier-chef de 1^{re} classe ;

Saddik ben Mohamed ben Abbou, inspecteur sous-chef hors classe (1^{er} échelon) ;

Saïd ben Ali ben Bark, inspecteur de 1^{re} classe ;

Saïd ben Mohamed ben Larbi, inspecteur hors classe ;

Smaïn ben Hadj Ahmed ben Abdesselam, inspecteur hors classe ;

Taïeb ben Kaddour ben Mohamed, inspecteur hors classe.

(à compter du 1^{er} janvier 1948)

M. Ali ben Mohamed ben Saïah, secrétaire hors classe (2^e éch.).

(Arrêtés directoriaux des 24, 26 et 27 novembre et 11 décembre 1947.)

M. Abbès ben Bouazza, chef chaouch de 2^e classe du Trésor, est admis au bénéfice de l'allocation spéciale prévue par le dahir du 2 mai 1931, et rayé des cadres à compter du 1^{er} janvier 1948. (Arrêté du trésorier général du 16 décembre 1947.)

Elections.

Elections pour la désignation des représentants des agents du cadre des adjoints de contrôle à la commission d'avancement des agents de ce cadre pour les délibérations relatives à l'avancement et à la discipline.

Liste des candidats arrêtée par la commission prévue à l'article 6 de l'arrêté résidentiel du 1^{er} décembre 1947 (ordre alphabétique) :

Adjoints de contrôle de classe exceptionnelle ou principaux.

MM. Gueuret Georges, Pretti Louis et Reig Santiago.

Adjoints de contrôle titulaires.

MM. Bermondy Jacques, Chevalier Le More Guy, Dêlbosc Maurice et Miguel Francis.

Concession de pensions, allocations et rentes viagères.

Par arrêté viziriel du 22 janvier 1948 les pensions suivantes sont concédées aux agents ci-dessous désignés :

NOM ET PRÉNOMS DES BÉNÉFICIAIRES	MONTANT		CHARGES DE FAMILLE	EFFET
	BASE	COMPLÉMENT.		
A. — Liquidation sur les échelles « octobre 1930 ».				
M. Thollard Pierre-Frédéric, inspecteur de l'agriculture.....	22.707	8.628	4 ^e et 5 ^e rang.	1 ^{er} février 1945. id.
Majoration pour enfants	2.270	862		
M ^{me} Gresanleux Louise-Alexandrine, veuve de Duché Guillaume, médecin de la S.H.P. en retraite	12.936	6.468		10 septembre 1947.
M ^{me} Dejean Jeanne-Anne, veuve Bouey Adrien-Jean-Louis, directeur de prison en retraite	13.992	5.517		29 novembre 1947.
B. — Liquidation sur les échelles « octobre 1930 », « juillet 1943 », « février 1945 ».				
M ^{me} Chamia bent Si Mohamed, veuve de Ahmed el Hadj Moktar, ex-amin el amelak de 5 ^e classe	16.975			20 avril 1947.
M. Bernard Elie-Paul, receveur des P.T.T.	105.066		1 ^{er} , 2 ^e et 3 ^e rang.	1 ^{er} novembre 1947.
M. Beynier Georges-Henri, surveillant-chef de prison	36.016	11.885		1 ^{er} mai 1946.
M. Blondelle Achille-Antoine, sous-directeur de 1 ^{re} classe	102.747	33.906		1 ^{er} juillet 1946.
M. Benassayac Joseph, commis des P.T.T.	47.833			1 ^{er} août 1947.
M ^{me} Conte Marie-Madeleine, veuve de Conte Joseph-Paul, ex-secré- taire-greffier adjoint	9.088	2.999		9 juin 1947.
M. Chakouri Belkacem, commis principal des douanes	57.995	15.023	6 ^e rang.	1 ^{er} juillet 1946.
M ^{me} Calmeil Thérèse-Louise, veuve de Madern Côme, patron des douanes en retraite	17.394	5.740	2 ^e rang.	30 septembre 1947.
M. Moussard Paul-Edmond, contrôleur civil	130.240	42.979	1 ^{er} rang.	1 ^{er} mars 1947.
M. Oustry Hubert-Emile, dessinateur-calculateur	65.155	21.501	2 ^e rang.	1 ^{er} mars 1947.
M. Boubila Honoré, topographe	110.400	36.432	3 ^e rang.	1 ^{er} juillet 1947.
M. Poirier Abel-Pierre, receveur des P.T.T.	48.921	16.143		1 ^{er} juillet 1946.
M ^{me} Martinez Fulgencia, veuve de Quesada Adolphe, ex-chiffreur principal	13.571	4.478	3 ^e rang.	13 juin 1947.
M. Soula Baptiste, contrôleur adjoint des régies municipales.....	13.284	14.283		1 ^{er} février 1947.
M ^{me} Toulouse Huguette-Françoise, veuve de Thomas Roger-Pierre, ex- agent technique des T.P.	16.287	5.374	1 ^{er} , 2 ^e et 3 ^e rang.	15 mai 1947.
C. — Liquidation sur les échelles « février 1945 ».				
M. Bournac Gabriel-Henri, contrôleur principal de comptabilité..	73.541			1 ^{er} septembre 1947.
M. Bernardi François, préposé-chef des douanes	52.800	17.424	2 ^e rang.	1 ^{er} avril 1947.
M ^{me} Bessière Joséphine-Louise, née Foulhe, professeur technique adjoint	53.670	17.711		1 ^{er} janvier 1947.
M ^{me} Guigui Laurette, veuve de Bouanich David, ex-entreposeur des P. T. T.	22.500	7.425	1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e rang	21 avril 1947.
M. Charrier Gabriel-André, conducteur principal des P. T. T.	76.800	25.344		1 ^{er} septembre 1946.
M. Courtieu Émile-Adrien, commis chef de groupe	43.544			1 ^{er} février 1947.
M. Dulong Fernand-Victor-Émile, chef dessinateur	119.923	39.574		1 ^{er} avril 1947.
M. Dupuy Jean-Séгур, chef de bureau aux T. P.	140.273	46.290	3 ^e rang.	1 ^{er} avril 1947.
M. Flachal Pierre-Edmond, adjoint de santé	31.720	10.467		5 janvier 1946.
M ^{me} Hers, née Rachel Zukar, surveillante de prison	22.560	7.444		1 ^{er} mars 1947.
M. Guidicelli François-Joseph, agent principal des installations extérieures des P. T. T.	62.400	20.592	2 ^e rang.	1 ^{er} avril 1947.
M. Laujac Michel, sous-directeur hors classe	160.971	53.120		1 ^{er} avril 1947.
M. Pupier Gabriel-Jean-Benoît, commis chef de groupe	76.800	25.344		1 ^{er} août 1947.
M ^{me} Burgay Fernande-Andrée, veuve de Pesle Octave-Édouard, ex-chef de bureau	67.752	22.358	2 ^e au 5 ^e rang.	28 mai 1947.
M. Vacca Charles-Joseph, commis chef de groupe	71.200	23.496		1 ^{er} octobre 1947.
M. Rippes Jean, receveur des douanes	137.046	45.225		1 ^{er} juin 1946.
Majoration pour enfants	13.704	4.522		id.

Résultats de concours et d'examens.

Concours pour deux emplois de vétérinaire-inspecteur de l'élevage (session de décembre 1947).

Sont définitivement admis (ordre de mérite) : MM. Lascombe Antoine et Robin Jean.

Concours pour deux emplois de sous-directeur stagiaire des haras (session de décembre 1947).

Sont définitivement admis (ordre de mérite) : MM. Toumeyragues Jean et Angles Albert.

Examen probatoire du 16 décembre 1947 pour la titularisation dans le cadre des collecteurs des régies municipales (application du dahir du 27 octobre 1945).

Sont admis :

MM. Lucchinacci Paul, Médal Lucien, Habert Lucien, Ousset Michel, de Lillo Jean et Héлары François.

AVIS ET COMMUNICATIONS

DIRECTION DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs.

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 30 JANVIER 1948. — *Supplément exceptionnel et temporaire à l'impôt des patentes* : Fès-médina, rôle 15 de 1946 ; Casablanca-ouest, rôle 8 de 1944 ; cercle d'Ouczzane, rôle 1 de 1947 ; El-Hajeb, rôles 5 de 1942 et 3 de 1943 ; Marrakech-médina, rôles 15 de 1941, 11 de 1942, 11 de 1943, 10 de 1944, 9 de 1945 ; Port-Lyautey-banlieue, rôle 3 de 1946 ; Sefrou, rôles 5 de 1945 et spécial 2 de 1947 ; centre et circonscription d'El-Hajeb, rôles 2 de 1947 et 3 de 1947 ; Fès-ville nouvelle, rôles 15 de 1943, 21 de 1944, 20 de 1945 et spécial 12 de 1947 ; Saff-banlieue, rôle 1 de 1947 ; Casablanca-nord, rôle spécial 12 de 1945 ; Fedala et banlieue, rôle 2 de 1947 ; Rabat-nord, rôle 12 de 1946 ; Safi, rôle spécial 7 de 1947 ; circonscription de Karia-ba-Mohammed, rôle 2 de 1947 ; Taza, rôle spécial 7 de 1947 ; circonscription de Fès-banlieue, rôle 2 de 1947 ; Marrakech-Guéliz, rôle spécial 15 de 1947.

LE 2 FÉVRIER 1948. — *Prélèvement sur les excédents de bénéfices* : Safi, rôle spécial 3 de 1947 ; Casablanca-ouest, rôles 3 de 1941, 1942, 5 de 1945, 4 de 1943 et 4 de 1945 ; circonscription de Fès-banlieue, rôle 2 de 1945 ; Fès-ville nouvelle, rôle 4 de 1945 ; cercle d'Inezgane, 3^e émission 1942 et 4^e émission 1943 ; Casablanca-centre, rôle 10 de 1941 ; Marrakech-médina, rôle spécial 1 de 1947 ; Oujda, rôles 4 de 1941, 4 de 1942 et 4 de 1943.

LE 5 FÉVRIER 1948. — *Patentes* : Dar-ould-Zidouh, Sefrou-banlieue, annexe de contrôle civil de Boujad, annexe de contrôle civil d'Had-Kourt, Beni-Mellal-banlieue, émissions primitives 1947 ; centre de Mechrâ-Bel-Ksiri, 4^e émission 1945 et 2^e émission 1947 ; Casablanca-centre, 8^e émission 1946

Taxe d'habitation : centre de Mehdiâ, émission primitive 1947 ; centre de Bouznika, émission primitive 1947 ; Casablanca-ouest, 5^e émission 1945.

Taxe urbaine : Safi, 2^e émission 1947 ; Marrakech-médina, 3^e émission 1946.

Supplément exceptionnel et temporaire à l'impôt des patentes : Agadir, rôle spécial 11 de 1945 ; Casablanca-centre, rôles spéciaux 21 de 1944 et 20 de 1947 ; Casablanca-nord, rôles spécial 11 de 1946 et spécial 13 de 1947 ; Fès-ville nouvelle, rôles 8 de 1946, 16 de 1943, 7 de 1946, spécial 13 de 1946, 4 et 5 de 1947 et spécial 14 de 1947 ; Salé-banlieue, rôle 1 de 1947 ; centre de Marchand, rôle 1 de 1947 ; Rabat-banlieue, rôle 1 de 1947 ; Port-Lyautey-banlieue, rôle 4 de 1946 ; Meknès-ville nouvelle, rôle 4 de 1947 ; Marrakech-médina, rôle spécial 12 de 1946 ; cercle des Zemmour, rôle 1 de 1947 ; Fès-médina, rôle 16 de 1946 ; Taza, rôles 5 de 1946 et 7 de 1945.

Complément à la taxe de compensation familiale : Settat, rôle 1 de 1947 ; Rabat-sud, rôle 1 de 1947 (1) ; Kasba-Tadla, rôle 1 de 1947 ; Casablanca-ouest, rôle 2 de 1947 (8, 9, 10) ; Beni-Mellal, rôle 1 de 1947 ; Casablanca-centre, rôles 5 de 1943, 5 de 1945 et 3 de 1946 ; Fedala, rôle 1 de 1947 ; Khouribga, rôle 1 de 1947.

LE 16 FÉVRIER 1948. — *Patentes* : Casablanca-ouest, articles 98.001 à 99.306 (9).

Tertib et prestations des indigènes 1947

LE 29 JANVIER 1948. — Annexe des affaires indigènes d'Ain-el-Leuh, caïdats des Aït Lias, Aït Meroul ; annexe des affaires indigènes des Beni-Oulid, caïdats des Beni Oulid, des Senhaja de Doll ; annexe des affaires indigènes de Semrir, caïdat des Aït Yafalman ; annexe des affaires indigènes de Tafraoute, caïdat de Tiniguicht ; circonscription des affaires indigènes de Bou-Izakarn, caïdat des Aït Brüm de la montagne ; territoire des affaires indigènes de Tiznit, caïdat des Aït Massa ; annexe des affaires indigènes de Rich, caïdats des Aït Izdeg de Guers, de Tiallaline, des Aït Izdeg (zaouïa Sidi-Bouckil) ; annexe des affaires indigènes de Talsinnt, caïdat des Aït Mesrouh-ouest, des ksour de l'oued Bouânane ; cercle des affaires indigènes de Midelt, caïdat des Aït Ouafella ; circonscription des affaires indigènes de Boulemane, caïdats des Aït Serhrouhèn de Sidi Ali, des Aït Youssi du Guigou, des Aït Youssi du Guigou (rôle supplémentaire), des Aït Youssi d'Engil ; annexe des affaires indigènes de Kef-el-Rhar, caïdat des Senhaja du Rheddou.

LE 2 FÉVRIER 1948. — Annexe des affaires indigènes de Tleta-dés-Beni-Oulid, caïdat des Senhaja de Chems ; annexe des affaires indigènes d'El-Hammam, caïdat des Aït Sidi Abdelaziz ; cercle des affaires indigènes de Khenifra, caïdat des Zaïan ; circonscription des affaires indigènes d'Ida-Oultite, caïdat des Aït Issafen, annexe des affaires indigènes de Tahar-Souk, caïdat des Marnissa ; annexe des affaires indigènes de Merhaoua, caïdat des Zerarda ; annexe des affaires indigènes d'Imouzzèr-des-Marmoucha, caïdat des Marmoucha ; poste de contrôle civil de Tendirara, caïdats des Oulad Chaïb, des Oulad Abdelkrim, Oulad Farès, Oulad M'Hamed ben Ibrahim ; annexe des affaires indigènes de Talsinnt, caïdats des Mesrouh-est, des Aït Izdeg du Haut Guir I ; circonscription des affaires indigènes d'Itzèr, caïdats des Aït Ali ou Rhanem, des Aït Messaoud, des Aït Kebel Lahram ; annexe des affaires indigènes de Missouri, caïdat des Chorfa de Ksabi.

Le chef du service des perceptions,

M. BOISSY.

Avis de concours.

Un poste de médecin ophtalmologiste des hôpitaux et un poste de médecin dermatologiste et syphiligraphie des hôpitaux, tous deux à l'hôpital civil « Jules-Colombani » de Casablanca, seront mis au concours dans cet établissement, en mai 1948, à une date qui sera précisée ultérieurement.

Les inscriptions seront reçues jusqu'au 30 avril 1948, à la direction de la santé publique et de la famille, à Rabat, qui fournira aux candidats, sur leur demande, tous renseignements utiles.

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Notice concernant les demandes de bourses d'internat primaire en 1948.

Les fonctionnaires, colons ou personnes résidant dans les régions éloignées de tout établissement scolaire, qui sollicitent en faveur de leurs enfants des bourses d'internat primaire ou des bourses de demi-pension dans les cantines scolaires, sont priés de vouloir bien adresser, avant le 1^{er} avril, leurs dossiers au chef de la région, du territoire ou de la circonscription autonome, président des commissions locales d'attribution des bourses, qu'il s'agisse :

- 1° De nouvelles demandes de bourses ;
- 2° De demandes de renouvellement de bourses.

Il est rappelé aux familles qu'elles doivent fournir :

1° Pour la première demande de bourse :

- a) Une demande de bourse, sur papier timbré à 10 francs, écrite et signée par le père de famille et indiquant le degré d'instruction de l'enfant ;
- b) Un imprimé spécial (feuille verte double, fournie, sur demande, par le chef de la région) ;
- c) Un extrait d'acte de naissance du candidat, sur papier timbré (enfants âgés de 7 ans révolus et de moins de 14 ans au 1^{er} octobre 1948) ;
- d) Un certificat de salaire pour les non fonctionnaires ;
- e) Un certificat d'imposition ;

2° Pour toute demande de renouvellement de bourse :

- a) Une demande de renouvellement de bourse, sur papier timbré à 10 francs. Les parents doivent indiquer sur cette demande le montant de la bourse allouée à leur enfant pendant les années scolaires précédentes, ainsi que l'internat primaire où ce dernier était affecté ;
- b) Un imprimé spécial (feuille verte double, fournie, sur demande, par le chef de la région) ;
- c) Un certificat de salaire pour les non fonctionnaires ;
- d) Un certificat d'imposition.

Seules, peuvent prétendre à une bourse d'internat primaire les familles habitant des centres non pourvus d'école primaire et situés à plus de 5 kilomètres.

Note importante. — Les élèves qui seront admis au C.E.P.E. ou au concours d'entrée en 6^e dans le courant de l'année 1948 ne pourront plus obtenir de bourse d'internat primaire (renouvellement ou autre) : en conséquence, les enfants qui désirent poursuivre leurs études dans les établissements du second degré y compris les sections préparatoires techniques de l'École industrielle et des lycées et collèges, doivent se présenter obligatoirement au concours des bourses en mai 1948 et y être admis, pour pouvoir solliciter à nouveau une subvention de l'État.

Il est rappelé, par ailleurs, que les bourses d'apprentissage peuvent être accordées sans examen aux élèves pourvus du C.E.P. qui désirent recevoir une formation professionnelle, agricole ou ménagère, dans les établissements publics d'enseignement professionnel.